

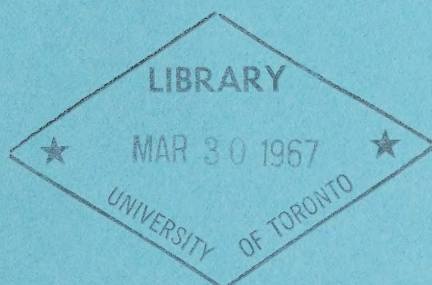
CAI
HW 56
- 1958
G14

Canada. National Health and Welfare,
Dept. of. Research Division

Government
Publications

General series. Memorandum

LOIS CANADIENNES RELATIVES À L'ENTRETIEN DES ÉPOUSES ET ENFANTS ABANDONNÉS



Memoire no 14
Série générale

DIVISION DE LA RECHERCHE ET DE LA STATISTIQUE
MINISTÈRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

OTTAWA

AOUT 1958

LOIS CANADIENNES RELATIVES À L'ENTRETIEN
DES ÉPOUSES ET ENFANTS ABANDONNÉS

Série générale, Mémoire n° 14

Publié avec l'autorisation de
l'honorable J. Waldo Monteith
ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

Division de la recherche et de la statistique
Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social

Ottawa

Août 1958

AVANT-PROPOS

Cette revue des lois provinciales relatives à l'entretien des épouses et enfants abandonnés s'adresse aux travailleurs sociaux et aux autres personnes qui ont besoin de données générales. Les gens qui veulent faire une étude approfondie des lois provinciales en cause voudront bien consulter les statuts.


Vu l'intérêt des agences sociales envers l'étendue possible de l'abandon au Canada, nous avons complété d'une remarque quelques-uns des éléments qu'il faut prendre en considération dans tout examen de la situation.

Nous désirons remercier les sous-ministres provinciaux du Bien-être d'avoir examiné les chapitres relatifs aux provinces et d'avoir fourni d'autres renseignements.

Mlle Ruth Brown, de la Section du bien-être, a préparé le bulletin, sous la direction de Mme Flora Hurst.

Joseph W. Willard

Joseph W. Willard, directeur,
Division de la recherche et de la statistique.



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
AVANT-PROPOS	
10 LE PROBLÈME DE L'ABANDON	1
20 REVUE GÉNÉRALE DES LOIS PROVINCIALES ET TERRITORIALES	4
(1) Sens des mots abandon	5
femme abandonnée, enfant abandonné	
(2) Procédures relatives à l'ordonnance d'entretien	7
Ordonnance d'entretien, frais de cour, dispositions exécutoires, revision et appel, prescription	
(3) Lois d'application réciproques	10
30 LOIS PROVINCIALES ET TERRITORIALES	13
Terre-Neuve	13
Île du Prince-Édouard	19
Nouvelle-Écosse	24
Nouveau-Brunswick	29
Québec	33
Ontario	36
Manitoba	41
Saskatchewan	46
Alberta	53
Colombie-Britannique	57
Territoire du Yukon	63
Territoires du Nord-Ouest	67
APPENDICE - ÉLÉMENTS EMPLOYÉS POUR ÉVALUER L'ÉTENDUE DE L'ABANDON	69
Quelques éléments généraux; statistique nationale, données provinciales; mères abandonnées recevant les allocations maternelles, familles abandonnées recevant des secours directs	

1° LE PROBLÈME DE L'ABANDON

La question de l'abandon inquiète de plus en plus les agences sociales et les autorités du bien-être. Elle pose des problèmes disproportionnés au nombre des familles abandonnées, et entraîne pour ces familles une privation émotive ainsi qu'économique. Elle peut provoquer des difficultés d'ordre pratique quand il s'agit de repérer le mari et père, et d'obtenir qu'il subviennne aux siens, de bon gré ou forcé par les tribunaux. Elle risque d'entraîner une assistance temporaire et même continue pour les familles dans le besoin. Les causes de l'abandon sont nombreuses et souvent obscures. La localité se trouve mêlée à l'affaire, quelle que soit la cause, en raison de son intérêt à préserver la stabilité de la vie familiale et à prévenir l'indigence.

Le principe de la responsabilité de la famille en ce qui regarde l'entretien de ses membres est profondément enraciné dans les lois et la coutume. Au Canada, la législation fédérale et les lois provinciales prévoient des mesures légales, s'il y a négligence de cette responsabilité. La principale législation relative à l'abandon, contenue dans le Code criminel du Canada et dans les statuts provinciaux, a pour but d'assurer l'entretien des épouses et des enfants abandonnés.^{1/}

Le Code criminel établit des peines contre le mari ou le parent qui n'entretient pas son épouse ou son enfant.^{2/} Le Code sert, au besoin, quand la législation provinciale ne s'applique

^{1/} Ce bulletin se limite primordialement aux lois provinciales qui portent de façon spéciale sur l'abandon. Il ne considère pas, sauf en passant, la législation consacrée aux situations familiales, aux effets de droit coutumier, ni la législation touchant les procédures judiciaires ordinaires.

^{2/} Revision, S.C. de 1953-1954, c. 51, exécutoire le 1er avril 1955.

pas à la situation, ou quand l'intention est de punir le mari délinquant.^{1/}

Les statuts provinciaux permettent à l'épouse d'obtenir du tribunal un ordre de pension alimentaire contre l'époux et prévoient des peines s'il ne se conforme pas à cet ordre. Au

1/ L'article 186 du Code criminel du Canada prescrit au parent, au parent nourricier, au tuteur ou au chef de famille de donner les choses nécessaires à la vie aux enfants au-dessous de seize ans, et ordonne au mari de faire vivre son épouse. L'article 186 (4) dit en partie: "Aux fins des procédures prévues au présent article, a) la preuve qu'un homme a co-habité avec une femme ou qu'il l'a de quelque manière reconnue comme son épouse, constitue une preuve prima facie qu'ils sont légitimement mariés; b) la preuve qu'une personne a de quelque façon reconnu un enfant comme son enfant, constitue une preuve prima facie que cet enfant est le sien." Des peines existent, si le mari ou parent ne remplit pas ses responsabilités, si l'épouse ou l'enfant "se trouve dans le dénuement ou dans le besoin", ou bien si la vie de l'épouse ou de l'enfant court un danger, ou si leur santé est menacée de façon permanente. L'homme qui a laissé son épouse et sa famille depuis au moins un mois sans pourvoir à leur subsistance passe pour ne leur avoir pas donné le nécessaire. Il ne saurait invoquer comme défense les mesures prises par une tierce personne non tenue légalement à cet entretien. Si on le juge coupable en vertu de cet article, il est passible d'emprisonnement pour deux ans ou, sur condamnation sommaire, d'amende ou d'emprisonnement, ou des deux peines à la fois. Dans ce dernier cas, l'amende ne dépassera pas \$500 ni l'emprisonnement six mois; ou, s'il y a lieu, le tribunal peut suspendre le prononcé de la sentence pour une période d'au plus deux ans, si l'accusé s'engage à pourvoir aux besoins de ses charges de famille (article 638). Ce système peut assurer jusqu'à un certain point l'entretien, mais les mesures prévues par le code ne sont que punitives, et le tribunal n'a pas le pouvoir d'obliger à payer l'entretien. (Noter que l'article 186 prescrit aussi ceci: chacun est tenu par la loi de fournir le nécessaire à la personne à sa charge, si celle-ci, par raison de détention, d'âge, de maladie, de folie ou autre cause, ne peut ni sortir de cet état ni se pourvoir elle-même du nécessaire.)

cours des dernières années, la plupart des provinces ont modifié cette législation de façon à laisser une plus grande souplesse d'administration et à protéger davantage l'épouse et l'enfant. En outre, on a institué des méthodes plus efficaces pour assurer l'application. Ainsi, depuis la Deuxième Grande Guerre, toutes les provinces ont adopté une législation autorisant à prendre avec d'autres juridictions des arrangements réciproques pour l'application de l'ordonnance d'entretien.

Services de bien-être - Quand des cas viennent devant la cour familiale, les officiers de cette cour peuvent consacrer beaucoup de temps à tenter de réconcilier les conjoints ou à donner des conseils à la famille. Devant d'autres tribunaux, le juge, si la situation le permet, peut à son gré ajourner l'audience pour donner à l'épouse, ou bien à l'épouse et au mari, l'occasion d'obtenir les conseils et les services comme ceux que donne une agence de bien-être. Les agences publiques et privées de bien-être ont aussi un rôle important à jouer; elles peuvent déférer les cas à la cour familiale ou à un autre tribunal, et elles offrent un service de "casework" aux familles abandonnées ou aux familles où l'abandon pourrait devenir un problème. Les cas de besoins urgents passent généralement par l'assistance publique laquelle pourra se trouver dans l'obligation de continuer l'aide si l'on ne trouve pas le gagne-pain, à moins que la famille ne puisse se subvenir à elle-même ou devenir plus tard admissible aux allocations maternelles. Toutes les provinces offrent aux mères abandonnées qui satisfont aux conditions d'admissibilité^{1/} les allocations aux mères avec enfants à charge. D'ordinaire cette aide exige qu'on ait fait tous les efforts pour repérer le mari et obtenir de lui le soutien.

^{1/} En Alberta, la Loi sur les pensions aux veuves aide aussi la femme mariée de 60 à 65 ans abandonnée depuis au moins trois ans par son mari.

20 REVUE GÉNÉRALE DES LOIS PROVINCIALES ET TERRITORIALES

La législation provinciale en faveur des épouses et enfants abandonnés vise à obtenir l'entretien de l'épouse et de la famille par le mari ou père qui a manqué au devoir de fournir "le nécessaire" ou, comme en Nouvelle-Écosse et au Manitoba, un "entretien raisonnable". Certains statuts s'appliquent aussi à la mère en certaines circonstances.^{1/}

Toutes les provinces ont des statuts sur l'abandon; dans certaines la législation initiale remonte à plus d'un demi-siècle. Des modifications, effectuées par intervalles, accordent à l'épouse ou aux enfants une plus grande protection, par exemple, élargissent la définition d'"épouse abandonnée", d'"enfant abandonné" ou de "cruauté", augmentent les pouvoirs du magistrat qui émet le mandat, et imposent au mari l'obligation de prouver l'inaptitude à payer.

Dans certaines provinces, la législation relative à l'entretien des familles abandonnées prend la forme de lois distinctes; en d'autres, elle fait partie d'une loi plus générale. Six provinces ont une loi distincte sur l'abandon. Dans le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et la Saskatchewan cette loi s'intitule: The Deserted Wives and Children's Maintenance Act; dans la Nouvelle-Écosse, le Manitoba et la Colombie-Britannique, Wives and Children's Maintenance Act.^{2/} Quant aux autres provinces, sauf au Québec, la législation sur l'abandon relève d'un statut général qui, outre les dispositions sur l'entretien en cas d'abandon, renferme des articles

^{1/} Les ordonnances de filiation n'entrent pas dans la législation portant sur l'abandon. Pour obtenir du père putatif le soutien de l'enfant né en dehors du mariage, on invoque la législation relative aux parents non mariés.

^{2/} Ces six provinces ont une loi distincte sur le soutien des parents. En plus, l'Ontario et la Nouvelle-Écosse possèdent une loi sur le soutien de l'enfance; la loi ontarienne déclare que tout parent a le devoir de soutenir et d'instruire son enfant jusqu'à l'âge de seize ans. Une peine existe s'il manque à cette obligation. La loi de la Nouvelle-Écosse stipule que le parent, ou le tuteur, doit fournir le nécessaire à l'enfant jusqu'à seize ans, à moins qu'une excuse légitime n'existe. La loi albertaine sur la pension alimentaire établit des responsabilités similaires.

sur d'autres aspects de la responsabilité familiale, par exemple le devoir de soutenir les parents. A Terre-Neuve, la législation concernant l'abandon fait partie de The Maintenance Act, qui fixe les responsabilités des membres de la famille en général. The Children's Act, dans l'île du Prince-Édouard, renferme un article sur les épouses et enfants abandonnés, et d'autres sur la légitimation, les enfants de parents non mariés, et l'entretien des parents. L'Alberta pourvoit au soutien de l'épouse et de la famille abandonnées dans The Domestic Relations Act, loi qui comporte, en outre, les autres questions relatives aux rapports existant entre l'époux et l'épouse. Au Québec, les devoirs de la famille envers ses membres se trouvent dans le Code Civil.

Le territoire du Yukon pourvoit par The Deserted Wives Maintenance Ordinance aux besoins des épouses et enfants abandonnés. Les Territoires du Nord-Ouest ne possèdent pas d'ordonnance particulière sur l'abandon, mais The Maintenance Ordinance établit les responsabilités des membres de la famille en matière d'entretien et autorise les tribunaux à émettre des ordonnances d'entretien.

(1) Sens du mot abandon

Épouse abandonnée

La législation provinciale sur l'abandon va au delà des cas où le défaut de pourvoir par le mari s'ajoute à la fuite délibérée du foyer; toutefois, l'"épouse abandonnée" est, dans chaque province, celle que le mari a laissée sans moyens d'existence. Dans chaque province également, l'épithète "abandonnée" s'applique à l'épouse qui ne vit pas avec son mari, par suite de sévices de la part de ce dernier et, dans presque chaque province, par suite du refus de pourvoir. Quelques statuts spécifient d'autres motifs qui permettent à l'épouse de quitter le mari et d'être considérée abandonnée: en sept provinces, l'adultère du mari non pardonné; en Colombie-Britannique, au Manitoba, dans l'île du Prince-Édouard et à Terre-Neuve, l'ivrognerie excessive rendant le mari "inapte et impropre" à la garde de ses enfants mineurs. Le Code civil du Québec comprend des dispositions semblables; il permet à l'épouse la séparation pour les motifs suivants: adultère, défaut de pourvoir, excès, sévices et injures graves. Il ne définit cependant pas "épouse abandonnée".

Les lois d'abandon de six provinces et du Yukon appellent épouse indigente l'épouse qui manque du nécessaire parce que le mari ne l'entretient pas. Ces statuts permettent de poursuivre le mari qui ne fournit pas le nécessaire à sa famille, quand il demeure au foyer et peut le faire.^{1/}

^{1/} On l'a noté plus haut, le Code criminel prescrit que le mari doit entretenir l'épouse et la famille, et détermine des peines pour la négligence à le faire.

La législation de toutes les provinces et des territoires enlève l'admissibilité à l'entretien quand l'épouse s'est rendue coupable d'un adultère impardonné.^{1/} Toutes les provinces ont une clause qui permet l'annulation, si l'adultère se produit après l'ordonnance d'entretien. La loi du Manitoba spécifie que l'épouse qui abandonne son mari "sans excuse légitime", n'a pas droit à la pension alimentaire.

Enfant abandonné

On appelle enfant abandonné l'enfant délaissé par une personne spécifiée par la loi. La législation du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario désigne comme "enfant abandonné" l'enfant délaissé par le "père"; celle de Terre-Neuve emploie le terme "parent" qui comprend un beau-parent, un parent adoptif, un tuteur, ou une personne qui a le soin ou bien est chargée ou obligée de subvenir à l'enfant. La loi de la Nouvelle-Écosse déclare catégoriquement "père ou mère"; celle de Saskatchewan emploie le terme "parent"; celle de Colombie-Britannique spécifie "parent ou toute personne chargée d'entretenir l'enfant"; et celle du Manitoba précise le parent, le tuteur, ou une autre personne obligée d'entretenir l'enfant. La loi du Manitoba tient la femme mariée et la veuve pour responsable de l'entretien de ses enfants tout autant que l'homme; mais le père n'est pas déchargé pour autant de ses responsabilités. La même situation prévaut dans le Québec.

Pour être considérée comme abandonné, l'enfant doit, dans la plupart des provinces, avoir moins de seize ans. Certaines législations ne spécifient pas l'âge; la Colombie-Britannique, l'Île du Prince-Édouard et le Yukon parlent de "mineurs"^{2/}; Terre-Neuve fixe l'âge à dix-sept ans, mais l'étend jusqu'à vingt et un pour les enfants incapables de se subvenir à eux-mêmes à cause d'invalidité physique ou mentale; la Saskatchewan possède, elle aussi, une clause qui étend l'âge jusqu'à vingt et un ans.

La législation relative à l'entretien, dans deux provinces; Manitoba et Saskatchewan, s'occupe des enfants naturels. Au

^{1/} La législation de la plupart des provinces stipule que la preuve d'adultère en ce cas ne constitue pas une preuve au point de vue de quelque autre loi.

^{2/} C'est-à-dire, les enfants au-dessous de 21 ans.

Manitoba; si le couple a cohabité un an ou plus, et si l'homme est père de l'enfant, la mère et l'enfant peuvent obtenir l'entretien, à condition que la demande ait lieu dans l'année consécutive à la séparation. La Saskatchewan autorise l'entretien pour l'enfant, mais elle étend la prescription à deux ans après la séparation ou bien après la date où la dernière pension alimentaire a été versée pour l'enfant.

(2) Procédures relatives à l'ordonnance d'entretien

L'épouse abandonnée requérant l'entretien pécuniaire de la part de son mari peut déposer une dénonciation ou plainte devant le tribunal; ou bien une tierce personne, par exemple un fonctionnaire municipal, peut déposer cette plainte au nom de l'épouse. Le plus proche ami, ou la personne de qui relèvent la garde et le soin de l'enfant abandonné, peut agir au nom de celui-ci.

Après l'introduction de la plainte, on assigne le défendeur, et on fixe une audience. Dans la plupart des provinces, cette audience a lieu, que le mari soit présent ou non, pourvu qu'on lui ait signifié l'assignation ou qu'il y ait eu un autre genre de convocation.

Toutes les provinces ont des dispositions pour que l'audience ait lieu privément, au gré du juge. La loi manitobaine mentionne que le juge peut exercer sa fonction conciliatrice avec plus d'efficacité en privé.

Les cas d'abandon ou de défaut de pourvoir fondés sur la législation provinciale passent, dans la plupart des provinces, devant le tribunal familial ou juvénile, s'il y en a un, ou devant la cour du magistrat. Dans l'Île du Prince-Édouard, ces cas relèvent de la cour de comté; au Québec, de la cour supérieure. On remarque une tendance aux audiences en cour familiale ou juvénile. A mesure que ces tribunaux s'établissent, la loi est modifiée de manière à permettre l'audience par les juges de ces cours.

Ordonnance d'entretien

Si l'épouse ou l'enfant semblent abandonnés ou indigents au sens de la loi provinciale, le tribunal peut émettre une ordonnance d'entretien contre le mari ou père, en vue du soutien de la famille. L'ordonnance judiciaire spécifie le montant de la pension à verser, l'intervalle des paiements, et le bénéficiaire.

Le juge, quand il fixe la somme à payer pour l'entretien de l'épouse et des enfants, fait entrer en ligne de compte les

moyens des deux conjoints. Quelques provinces établissent un montant hebdomadaire maximum; d'autres laissent le montant à la discrétion du tribunal.

Le tribunal peut ordonner de payer directement à l'épouse ou, au nom de celle-ci, à une tierce personne. La loi de Terre-Neuve stipule que le paiement se fait à une tierce personne lorsque l'ordonnance vise un mari qui, vivant encore au foyer, ne soutient pas par irresponsabilité la famille. En Colombie-Britannique, des paiements par saisie-arrêt se font au magistrat, à l'épouse ou à l'avocat de celle-ci. En Saskatchewan, le ministère du Bien-être social et de la Réadaptation peut servir d'administrateur, si le tribunal décide que le paiement ne doit pas aller directement à l'épouse.

Quand il s'agit d'enfants seulement, on examine les moyens des deux parents et des enfants. D'ordinaire, si l'épouse garde les enfants et peut financièrement se subvenir à elle-même et les entretenir, on peut ne pas imposer au père plus de la moitié du montant nécessaire au soutien des enfants. Les paiements effectués en faveur d'un enfant peuvent aller à la personne chargée du soin et de la garde, ou à d'autres personnes spécifiées. En Colombie-Britannique, le paiement peut se faire à toute municipalité aidant à l'entretien de l'enfant. La loi de la Saskatchewan spécifie que l'entretien d'un enfant se paie au ministère du Bien-être social et de la Réadaptation, lequel porte la responsabilité de déboursier l'argent au bénéfice de l'enfant.

Les statuts précisent que d'autres dispositions peuvent aussi entrer dans l'ordonnance d'entretien, par exemple, une clause défendant au mari d'entrer chez l'épouse sous peine d'amende ou d'emprisonnement; dispositions pour la garde des enfants, et droit d'accès par toute personne ou l'un ou l'autre parent.

Frais de cour

Les frais de cour, qui peuvent inclure les honoraires d'un conseil, sont normalement imposés au mari ou parent du moment où l'ordonnance est émise. Les frais entraînés par l'assignation retombent d'ordinaire sur le plaignant. Si cependant le plaignant ne peut payer, quelques provinces ont établi que les frais se solderont à même des deniers votés à cette fin par la législature.

Dispositions exécutoires

Les lois de toutes les provinces et des territoires renferment des dispositions pour l'exécution de l'ordonnance d'entretien; et la contravention aux termes de cette ordonnance risque d'entraîner l'emprisonnement.

Parmi d'autres dispositions pour l'application des ordonnances d'entretien on compte la confiscation du cautionnement ou du dépôt requis par le tribunal au moment de l'émission, l'enregistrement de l'ordonnance comme privilège sur tout terrain possédé par le mari, l'émission d'un ordre de saisie-gagerie autorisant à lever à même les biens mobiliers du mari les montants dus, la saisie des créances dues au mari, l'obligation pour le mari de se présenter régulièrement à un responsable désigné.

Revision et appel

Dans toutes les provinces, une revision peut avoir lieu à la demande de l'époux ou de l'épouse, sur preuve que les besoins ou la situation financière de l'un ou l'autre ont changé. Le juge peut modifier l'ordonnance selon les circonstances. La loi du Nouveau-Brunswick contient cette clause: "Aucune ordonnance émise en vertu de la présente loi ne sera cassée pour de simples motifs techniques, lors de la revision; il faudra l'opinion du juge qu'il y a eu déni de justice".

Les dispositions relatives à l'appel existent dans toutes les provinces soit pour l'abandon soit pour les autres actes pertinents. La Nouvelle-Écosse exige une déclaration assermentée fournissant les raisons de l'appel et certifiant que cet appel n'a pas pour objectif la temporisation. La législation, dans l'île du Prince-Édouard, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique, déclare que les termes de l'ordonnance peuvent devenir exécutoires en attendant la décision de la cour d'appel.

Prescription

Le Manitoba, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique spécifient que la prescription établie dans les autres lois, en ce qui concerne l'introduction de la plainte ou de toute autre procédure, sauf appel, ne s'applique pas aux cas d'abandon ni d'indigence.

(3) Lois d'application réciproques

Toutes les provinces, y compris les territoires du Nord-Ouest et celui du Yukon, ont voté en des lois distinctes l'application des ordonnances d'entretien^{1/} sur une base réciproque avec les autres provinces ou Etats. Selon cette législation, quand une province a la certitude que ses ordonnances d'entretien trouvent leur application dans la loi d'une autre province ou juridiction, cet autre territoire est déclaré Etat contractant. Cela signifie que la province reconnaît et applique à son tour les ordonnances d'entretien de l'autre juridiction. Ainsi, les ordonnances provisoires émises par la juridiction de l'épouse ou de l'enfant abandonnés peuvent recevoir la confirmation et l'application dans la juridiction où réside le mari.

La loi de la Colombie-Britannique a été adoptée en 1946. Au cours de la même année, la Conférence des commissaires pour l'uniformisation de la législation au Canada^{2/} recommandait de la considérer comme statut modèle pour l'application réciproque des ordonnances d'entretien et invitait les autres provinces à l'adopter. Ces provinces ont par la suite promulgué une législation semblable.

Quelques provinces ont posé des restrictions aux juridictions qu'elles peuvent reconnaître comme contractantes. Le Québec ne reconnaît à ce titre que les autres provinces canadiennes; plusieurs autres provinces admettent toutes les juridictions du Commonwealth britannique;^{3/} en outre, Terre-Neuve,

-
- ^{1/} Les ordonnances de filiation n'entrent pas dans cette législation.
- ^{2/} Sous-comité permanent de l'Association du barreau canadien avec représentants dans chaque province et dans le Gouvernement fédéral. Le but de la conférence consiste à considérer les problèmes de l'uniformisation de la législation au Canada. Elle se réunit chaque année immédiatement avant l'assemblée de l'Association du barreau canadien.
- ^{3/} Sous le régime de l'Imperial Act, Maintenance Order (facilities for Enforcement) Act, 1920, des arrangements peuvent se prendre entre l'Angleterre et l'Irlande du Nord et les provinces canadiennes en vue de l'application réciproque des ordonnances d'entretien. Les statuts actuels de deux provinces de l'Ouest et du Nouveau-Brunswick font allusion à cette loi. Pour ces provinces, les "Etats contractants" sont les Etats autres que l'Angleterre et l'Irlande du Nord, avec lesquels l'Imperial Act prévoyait déjà des arrangements réciproques au moment de l'adoption des nouvelles lois. Les autres provinces ont voté leur législation sans mentionner l'Imperial Act.

l'île du Prince-Édouard, l'Ontario, la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan et les territoires du Nord-Ouest peuvent admettre un "État étranger". Le lieutenant-gouverneur en conseil de la Colombie-Britannique, et le commissaire du Yukon peuvent déclarer contractantes n'importe quelles juridictions du Canada ou d'un autre pays.

Ces lois indiquent la procédure à suivre quand l'ordonnance d'entretien vise un mari qui réside en dehors de la province. Le tribunal de la localité où résident l'épouse ou l'enfant peut introduire sans signification une ordonnance contre le mari qui habite une juridiction contractante, et procéder de la même manière que si ce mari se présentait à l'audience. L'ordonnance provisoire établie au nom de l'épouse est envoyée par le tribunal au procureur général de la province, lequel la transmet à la cour compétente de la province où le mari réside. Cette ordonnance ne demeure provisoire que jusqu'à confirmation par le tribunal de l'État contractant destinataire. Ce tribunal peut aussi modifier ou annuler cette ordonnance et l'appliquer de la même manière que s'il l'avait émise lui-même.

Aux termes de ces statuts, la non-signification ne nuit pas au droit d'appel de l'épouse quand le tribunal refuse d'émettre une ordonnance. Le défendant possède le même droit d'appel, s'il y a lieu, que si l'ordonnance avait été introduite par le tribunal qui la confirme.

La cour d'appel de l'Ontario a rejeté les dispositions de la loi ontarienne, mais on a soumis le cas à la Cour suprême du Canada, laquelle a décidé que cette législation ne dépassait pas les pouvoirs de la législature.^{1/}

^{1/} Procureur général d'Ontario c. Scott (1956) R.C.S. 137 et suivants.

3° LOIS PROVINCIALES ET TERRITORIALES

TERRE-NEUVE

Lois

La loi intitulée The Maintenance Act^{1/} permet à l'épouse ou l'enfant abandonnés d'obtenir du mari ou parent leur entretien.

La loi appelée The Maintenance Orders (Enforcement) Act^{2/} autorise la prise de dispositions réciproques avec d'autres gouvernements pour l'application des ordonnances d'entretien.

THE MAINTENANCE ACT

Définitions

Épouse abandonnée

Épouse abandonnée signifie femme qui vit séparée de son mari pour n'importe quelle des raisons suivantes: sévices du mari envers elle ou leurs enfants, adultère impardonné de la part du mari, refus du mari de fournir le nécessaire à elle-même et aux enfants, ivrognerie fréquente qui rend le mari incapable de se conduire et de gérer ses propres affaires et fait de lui une personne "inapte et impropre" à conserver la garde et le contrôle des enfants.

Enfant abandonné

L'enfant abandonné est tout enfant masculin ou féminin non marié de moins de dix-sept ans, ou tout enfant de moins de vingt et un ans incapable de se subvenir à lui-même à cause d'infirmité physique ou mentale. Le terme "enfant" comprend petit-enfant, enfant du conjoint, enfant en foyer nourricier et enfant adopté. Enfant abandonné signifie enfant que, sans motif raisonnable, le parent n'entretient pas, ou enfant qui a quitté la maison de son parent ou qu'on en a enlevé, par suite de négligence ou de sévices de la part de ce parent.

1/ The Maintenance Act, R.S.N. 1952, n° 65. Cette loi contient aussi des dispositions pour l'entretien des parents à charge.

2/ The Maintenance Orders (Enforcement) Act, R.S.N. 1952, n° 127.

Parent

Aux fins de l'abandon, "parent" signifie tuteur ou toute personne qui a le soin et la garde de l'enfant. Parent comprend aussi beau-parent et parent adoptif.

Sérvices

L'article 2 de la loi appelle "sérvices" la conduite "créant un danger pour la vie, les membres ou la santé, ou toute conduite qui, de l'avis du tribunal, est grossièrement injurieuse et intolérable, ou d'un tel caractère, bien que sans preuve de réelle violence personnelle, qu'on ne saurait raisonnablement demander à l'épouse ou aux enfants recherchant l'entretien de vivre avec le mari ou parent après qu'il a agi ainsi".

Inadmissibilité de l'épouse

On ne saurait émettre d'ordonnance en faveur de l'épouse trouvée coupable d'adultère, à moins qu'il n'y ait eu pardon. L'ordonnance peut s'annuler si l'on a la preuve que l'épouse est tombée dans l'adultère depuis l'émission de l'ordonnance. Ces circonstances n'interdisent pas l'émission d'une ordonnance pour l'entretien de l'enfant; le montant se verse à la personne de qui relèvent les soins ou la garde. La découverte d'adultère ne constitue pas une preuve d'adultère au point de vue des autres lois.

Effet de la séparation

L'existence d'une entente de séparation n'empêche pas d'émettre une ordonnance d'entretien si le mari ne tient pas ses engagements, s'il ne pourvoit pas convenablement dans cette entente aux besoins de l'épouse et des enfants, ou si l'épouse tombe sous l'assistance publique ou risque d'y tomber.

Mari vivant au foyer

Le mari qui, vivant au foyer, possède des propriétés ou reçoit des gages ou un salaire, peut être forcé à verser à une tierce personne un montant suffisant pour l'entretien de l'épouse et des enfants quand, de toute évidence, son irresponsabilité les expose aux privations ou à l'indigence.

Toute personne peut porter plainte. Sur réception de la plainte, le juge invite par assignation l'homme à comparaître devant lui et à démontrer pourquoi on ne saurait le condamner à verser une somme pour l'entretien de la famille.

Le juge peut imposer toute autre condition qu'il juge à propos.

Procédure judiciaire

Plainte

Le plus proche "ami" de l'enfant, l'enfant ou l'épouse peuvent porter une plainte d'abandon devant le juge d'une cour familiale, le juge d'une cour de correctionnelle ou deux juges de paix agissant ensemble. La plainte peut aussi être portée en faveur de l'épouse ou de l'enfant par tout agent.^{1/} Le juge émet alors une assignation conforme à la loi, afin que le mari ou parent comparaisse devant le tribunal à une date déterminée.

Signification de l'assignation

L'assignation se signifie de la manière prévue par The Summary Jurisdiction Act,^{2/} ou de la manière prescrite par le juge. Des dispositions permettent de remplacer la signification par la lettre, l'annonce publique, ou tout moyen déterminé par le juge, si l'on ne peut pas en venir à une prompte signification de personne à personne.

Mandat d'arrestation

On peut émettre un mandat, si l'on ne peut signifier l'assignation à la personne qui ne se conforme pas à une ordonnance d'entretien, si cette personne l'a reçue et n'en tient pas compte, ou si l'on veut ordonner l'emprisonnement. Dans les cas où il croit que le défendeur est sur le point de disposer de ses propriétés ou de gagner une autre localité ou province, le juge peut émettre un mandat d'arrestation, même avant l'assignation. On peut tenir le défendant sous surveillance jusqu'à la solution du cas, ou le juge a le droit de lui demander un cautionnement satisfaisant.

Audience

Le tribunal peut tenir l'audience à huis clos. Il a le droit d'émettre une ordonnance même si le défendeur ne comparait pas, pourvu qu'il possède la preuve de signification ou d'autre voie d'assignation, et que le juge estime qu'il s'agit d'abandon au sens de la loi.

1/ Ici "agent" signifie agent de bien-être, agent de liberté surveillée de cour familiale, agent de liberté surveillée ou tout autre agent du service de bien-être public; membre de la police de Terre-Neuve, et membre de la Gendarmerie royale affecté à Terre-Neuve.

2/ R.S.N. 1952, n° 117, modifié par S.N. 1953, n° 61; 1954, n° 62; 1955, n° 2.

Témoins

Le mari et l'épouse "sont aptes et contraignables à témoigner l'un pour l'autre ou l'un contre l'autre et à divulguer toute déclaration qui, relative à la question en cause, a été faite par l'un ou par l'autre durant le mariage". On peut appeler d'autres témoins, au besoin. Le fardeau de la preuve d'une excuse licite et raisonnable de non-entretien repose sur la personne qui l'allègue.

Matière de l'ordonnance

Le juge peut fixer le montant à payer par le mari ou le père, et désigner les dates de paiement. En déterminant cette somme, il fait entrer en ligne de compte les biens de l'épouse. Si l'épouse est indépendante de fortune, on n'oblige pas le mari à fournir plus de la moitié du montant nécessaire à l'entretien des enfants. Conformément aux renseignements précédents, si l'épouse n'est pas admissible, on peut émettre une ordonnance pour l'entretien des enfants.

Le juge a de plus le pouvoir d'inclure dans l'ordonnance d'entretien une clause défendant au mari d'entrer dans le logis de l'épouse. La contravention à cette ordonnance entraîne, sur condamnation sommaire, une amende d'au plus \$100 ou un emprisonnement ne dépassant pas trois mois.

L'ordonnance établit la date où le premier paiement aura lieu.

Frais

Les dépenses entraînées par la signification ou autrement subies par l'application de la loi retombent sur le plaignant, s'il peut les payer; s'il ne le peut pas, une caisse alimentée par la législature y pourvoit. En vertu de The Summary Jurisdiction Act, le juge a le droit d'attribuer les frais ainsi que d'y inclure un honoraire de conseil ne dépassant pas \$50.

Revision et appel

Une nouvelle audience peut être tenue, si le juge estime que la situation de l'une ou l'autre partie a changé depuis l'émission de l'ordonnance, ou si de nouvelles preuves existent. L'ordonnance peut être rescindée, confirmée ou modifiée, si les circonstances le justifient.

Toute personne "se croyant lésée par un jugement, une ordonnance ou une condamnation" peut en appeler à la Cour suprême en vertu de The Summary Jurisdiction Act.

Dispositions exécutoires

Cautionnement ou dépôt

Lors de l'émission de l'ordonnance, le juge peut imposer au défendeur un cautionnement d'au plus \$500 ou un dépôt ne dépassant pas \$250, ou à défaut un emprisonnement allant jusqu'à trois mois ou jusqu'à la présentation du cautionnement ou du dépôt.

Emprisonnement

Le juge, quand le non-paiement d'une somme imposée a une autre cause que l'incapacité de payer, peut condamner le défendeur à un emprisonnement d'au plus six mois, ou de moins longtemps si le défendeur acquitte le montant dû ou celui que fixe le juge. L'emprisonnement ne saurait toutefois remplacer le paiement.

Autres conditions

Le juge peut obliger le défendeur à comparaître devant lui de temps à autre et à expliquer les raisons du non-paiement, et il a le droit d'imposer les conditions qu'il croit justifiées par les circonstances.

Visite à un agent désigné

Dans les cas où le bénéficiaire de l'ordonnance d'entretien est à la charge du public ou risque de le devenir si les paiements font défaut, le juge peut ordonner au défendeur de se présenter à intervalles réguliers chez un agent désigné et de prouver à celui-ci que les paiements requis ont bien été effectués.

Si le défendeur ne se présente pas et n'a pas de raison d'agir ainsi, il devient, sur condamnation, passible d'une amende d'au plus \$100 ou d'un emprisonnement ne dépassant pas trois mois.

Transfert de l'ordonnance

Chaque fois que les paiements n'ont pas été effectués et lorsque le défendeur réside dans une autre partie de la province, le juge qui a signé l'ordonnance peut en envoyer une copie, avec un exposé des circonstances du cas, au juge de la nouvelle région de résidence du défendeur. Le juge qui reçoit le transfert a le droit d'appliquer les termes de l'ordonnance de la même manière que le juge envoyeur, et il lui fait rapport des mesures prises.

THE MAINTENANCE ORDERS (ENFORCEMENT) ACT

Le lieutenant-gouverneur en conseil, quand il estime que les provinces, toute partie du Commonwealth ou de l'Empire britannique ou tout gouvernement étranger, ont adopté des dispositions réciproques pour appliquer les ordonnances d'entretien émises par Terre-Neuve, peut les déclarer États contractants en ce qui concerne cette loi. Les ordonnances émises dans les États contractants deviennent alors exécutoires à Terre-Neuve. Des ententes passées par décret entre Terre-Neuve et les États suivants font de ceux-ci des États contractants en vertu de leurs lois respectives:

Alberta	Territoire de la capitale d'Australie
Colombie-Britannique	Angleterre, Irlande du Nord
Manitoba	Îles de Guernesey, d'Alderney et de Sark
Nouveau-Brunswick	Île de Man
Territoires du Nord-Ouest	Malte
Nouvelle-Écosse	Nouvelle-Guinée
Ontario	Nouvelle-Galles du Sud
Île du Prince-Édouard	Nouvelle-Zélande
Saskatchewan	Territoire de l'Australie septentrionale
Territoire du Yukon	Papouasie
	Queensland
	Australie méridionale
	Rodhésie du Sud
	États de Jersey
	Tasmanie
	Victoria
	Australie occidentale

ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD

Lois

En vertu de The Children Act,^{1/} l'épouse abandonnée ou indigente peut réclamer à son mari l'entretien pour elle-même et leurs enfants.

The Reciprocal Enforcement of Maintenance Order Act^{2/} permet de prendre des dispositions réciproques avec d'autres gouvernements pour l'application des ordonnances d'entretien.

THE CHILDREN'S ACT (partie III)

Définitions

Épouse abandonnée

On appelle épouse abandonnée l'épouse délaissée par son mari à cause de "tous actes ou omissions qui dans le droit coutumier d'Angleterre équivalent à l'abandon", ou l'épouse qui vit séparée, soit parce que son mari a recours aux voies de fait ou autres sévices envers elle et ses enfants, soit parce qu'il refuse ou néglige, sans motif suffisant, de leur fournir, à elle et aux enfants, la nourriture, le vêtement ou autres choses nécessaires, soit parce qu'il s'adonne à de fréquentes libations le rendant incapable de se conduire et de gérer ses propres affaires, inapte et impropre à la garde et au contrôle de ses enfants, soit parce qu'il a commis un adultère non pardonné.

Épouse indigente

On appelle épouse indigente celle qui est "dans le besoin" parce que son mari néglige ou refuse de lui donner, pour elle et ses enfants, la nourriture, le vêtement et les autres choses nécessaires, bien qu'ils vivent tous ensemble.

Sévices

L'expression "sévices" s'applique à toute conduite qui, causant une appréhension raisonnable de blessures corporelles ou d'atteinte à la santé, sans preuve de violence personnelle réelle, rend inhabitable le foyer pour la femme ou l'enfant.

^{1/} The Children's Act. R.S.P.E.I. 1951, c. 23, partie III, Épouses et enfants abandonnés; modifié par S.P.E.I. 1953, c. 6; 1955, c. 4.

^{2/} The Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act, R.S.P.E.I. 1951, c. 139.

Inadmissibilité de l'épouse

Le juge ne saurait émettre une ordonnance en faveur de l'épouse, s'il est prouvé qu'elle a commis l'adultère, à moins de preuve que le mari a pardonné. L'ordonnance peut être rescindée sur preuve que depuis lors l'épouse s'est rendue coupable d'adultère non pardonné. Dans ces circonstances, l'ordonnance est émise en faveur des enfants à l'institution ou de la personne qui en a la garde. La preuve d'adultère obtenue en vertu de cette Partie ne vaut pas ailleurs.

Procédures judiciaires

Plainte

L'épouse présente sa plainte par écrit à un juge de n'importe quel tribunal de comté; ou bien l'administrateur provincial ou le procureur général peuvent le faire pour elle. S'il s'agit d'un de ces derniers, les procédures subséquentes restent les mêmes que dans les cas où l'épouse porte elle-même la plainte.

Assignation au défendeur

Sur réception de la plainte, le juge peut sommer, sur formule prescrite, le mari de comparaître devant le tribunal à une date spécifiée et d'y prouver qu'il ne faut pas lui "ordonner de payer à l'épouse une somme suffisante à l'entretien d'elle-même et de ses enfants mineurs". Quand la prompte signification personnelle n'est pas possible, le juge peut y substituer l'avis par lettre, annonce publique ou autrement.

Audience

Le juge peut discrétionnairement tenir l'audience à huis clos. L'ordonnance peut être émise même lorsque le mari n'assiste pas à l'audience, pourvu qu'il y ait preuve de signification ou d'un autre genre d'assignation.

Témoins

Le juge peut interroger sous serment l'épouse, le mari et tout autre témoin nécessaire.

Ordonnance d'entretien

Si le juge estime qu'au sens de la loi l'épouse est indigente ou abandonnée, il a le droit d'ordonner au mari de verser à cette personne une somme hebdomadaire ne dépassant pas \$30 pour l'entretien d'elle-même et des enfants. Le juge, lorsqu'il fixe le montant, fait entrer en ligne de compte les moyens du

mari et ceux de l'épouse. Si l'épouse possède des biens personnels suffisants à son entretien et à celui des enfants, le juge ne saurait fixer la somme à payer par le mari à plus de la moitié du montant requis pour l'entretien des enfants. Quand les conjoints ont des moyens égaux, la loi leur reconnaît une responsabilité égale de fournir une contribution à l'entretien des enfants.

On peut forcer le mari à remettre les paiements directement à l'épouse. Conformément aux renseignements donnés plus haut, quand l'épouse est inadmissible, le mari peut verser l'entretien à l'orphelinat ou l'institution aidant à entretenir les enfants ou à la personne de qui relèvent les soins ou la garde.

Frais

L'ordonnance d'entretien détermine aussi le montant que le mari doit payer en frais; ces frais comprennent toutes les dépenses relatives à l'assignation, à l'audience, et les honoraires des témoins.

Revision et appel

Sur demande du mari ou de l'épouse, ou de toute personne autorisée à porter plainte en faveur de l'épouse, le juge peut reviser le cas si on lui donne la preuve que les moyens du mari ou de l'épouse, ou les besoins des enfants, ont changé.

Ni l'appel ni les autres actes judiciaires ne suspendent les paiements imposés par l'ordonnance, à moins que le tribunal où cet appel ou autre procédure sont pendants n'émette une ordonnance provisoire de suspension totale ou partielle. Si les paiements imposés par l'ordonnance sont en souffrance, il peut y avoir rejet de l'appel ou des autres mesures prises par le défendeur.

Dispositions exécutoires

Ordre de saisie-exécution

Le juge, à la demande de l'épouse ou de toute autre personne autorisée à porter, au nom de l'épouse ou de l'enfant, la plainte que le mari n'effectue pas ses paiements, peut émettre un ordre de saisie-exécution pour le recouvrement de la somme due et les frais. Cette saisie-exécution se traite comme les saisies décernées en vertu de The County Court Act.^{1/}

^{1/} R.S.P.E.I. 1951, c. 35.

Privilège

L'ordonnance d'entretien peut, sur le consentement écrit du juge, s'inscrire chez le registraire de tout comté comme privilège et charge contre les biens que le mari possède dans la circonscription. S'il le faut pour renforcer ce privilège, l'épouse, le tuteur provincial ou le procureur général peuvent demander à un juge de la Cour suprême d'émettre un ordre de saisie-exécution pour la vente du terrain. Si un privilège antérieur existe, il faut remettre une assignation à la personne qui le détient.

Ordre de saisie-gagerie

Quand le mari est en retard dans ses paiements, ou n'en fait pas, le juge peut le sommer de comparaître devant le tribunal et d'expliquer la situation. Si le mari ne comparaît pas, s'il a disposé de tout bien depuis l'ordonnance, ou s'il ne réussit pas à prouver son incapacité de payer, le juge a le pouvoir de remettre à un shérif, à un constable ou à un huissier de tout comté un ordre de saisie autorisant à lever sur les biens de ce défendeur le montant dû et les frais.

Jugement

L'ordonnance, quand elle est inscrite comme jugement, s'applique de la même manière que ce dernier, par saisie, saisie-arrêt ou autrement.

APPLICATION RÉCIPROQUE DE LA LOI

Le lieutenant-gouverneur en conseil, quand il estime que les provinces, toute partie du Commonwealth britannique ou tout gouvernement étranger, ont adopté des dispositions bilatérales pour appliquer les ordonnances d'entretien émises dans l'île du Prince-Édouard, peut les déclarer États contractants en ce qui concerne cette loi. Les ordonnances de ces États deviennent alors exécutoires dans l'île du Prince-Édouard. Des ententes complémentaires passées par décret entre l'île du Prince-Édouard et les États suivants font de ceux-ci des États contractants en vertu de leurs lois respectives:

Alberta	Territoire de la capitale d'Australie
Colombie-Britannique	Colonie de Rhodésie du Sud
Manitoba	Angleterre
Nouveau-Brunswick	Île de Man
Terre-Neuve	Malte et ses dépendances
Nouvelle-Écosse	Nouvelle-Zélande
Ontario	Irlande du Nord
Québec	Territoire de l'Australie septentrionale
Saskatchewan	État du Queensland
Territoires du Nord-Ouest	État de Nouvelle-Galles du Sud
Territoire du Yukon	État de Tasmanie
	État d'Australie méridionale
	État de Victoria
	État d'Australie occidentale
	États de Jersey
	Territoires de Papouasie et de Nouvelle-Guinée

NOUVELLE-ÉCOSSE

Législation

En vertu de Wives' and Children's Maintenance Act,^{1/}
l'épouse ou l'enfant abandonnés peuvent obtenir du mari ou
du parent leur entretien.

The Maintenance Orders Enforcement Act^{2/} permet la prise
de dispositions réciproques avec d'autres gouvernements pour
l'application des ordonnances d'entretien.

WIVES' AND CHILDREN'S MAINTENANCE ACT

Définitions

Épouse abandonnée

On appelle épouse abandonnée celle que le mari, sans cause
suffisante, n'entretient pas de façon raisonnable, qu'elle vive
avec lui ou non, ou celle qui vit séparée à cause de sévices^{3/}
perpétrés par le mari, ou à cause d'une crainte raisonnable
qu'il lui cause du mal corporel.

Enfant abandonné

On définit enfant abandonné l'enfant de moins de seize
ans auquel le père ou la mère, sans motif suffisant, ne four-
nissent pas un entretien convenable.

Inadmissibilité de l'épouse

Il ne saurait s'émettre d'ordonnance en faveur de l'épouse
coupable d'adultère prouvé, à moins que le mari n'ait pardonné.
Si l'épouse commet, après l'émission de l'ordonnance, quelque
adultère impardonné, cette ordonnance peut être annulée. La
constatation d'adultère ne constitue pas une preuve au point
de vue de toute autre loi.

^{1/} Wives' and Children's Maintenance Act, R.S.N.S. 1954, c. 316,
modifié par S.N.S. 1956, c. 48.

^{2/} Maintenance Orders Enforcement Act, R.S.N.S. 1954, c. 163.

^{3/} La loi ne définit pas "sévices".

Procédures judiciaires

Plainte

L'épouse, ou toute personne ayant soin de l'enfant, ou toute autre personne avec le consentement du procureur général, peuvent porter devant un magistrat^{1/} une plainte écrite sur la formule prescrite. Les plaintes faites par écrit avec le consentement du procureur général peuvent se passer de l'approbation de la personne au nom de qui la plainte est portée.

Assignation

Sur réception de la plainte, le magistrat lance une assignation à la personne qui en fait l'objet.

Audience

La présence du défendeur est nécessaire. S'il n'obéit pas à l'assignation, on peut le faire comparaître par mandat. La personne contre qui a lieu la plainte doit prouver qu'elle a une raison suffisante de ne pas fournir l'entretien.

Matière de l'ordonnance

Le magistrat peut fixer à \$50 au plus la somme hebdomadaire à payer par une personne. Autrement, il prescrit pour ces paiements à l'épouse et à l'enfant abandonnés les intervalles qu'il juge opportuns. Quand il fixe le montant, il fait entrer en considération les moyens du mari, de l'épouse et de l'enfant; il considère aussi les moyens de toutes les personnes en cause, lorsque l'enfant est sous les soins d'une personne autre que le parent. Le paiement peut s'effectuer à l'épouse ou à quelque personne désignée en sa faveur par le magistrat. Le paiement, dans le cas d'un enfant abandonné, peut s'effectuer à la personne qui prend soin de l'enfant ou à quelque autre personne désignée par le magistrat. L'ordonnance fixe la date où le premier versement aura lieu. S'il y a des frais, les dates de paiement se trouvent aussi spécifiées.

^{1/} On appelle ici magistrat un magistrat stipendiaire, un magistrat stipendiaire adjoint, un magistrat provincial, un magistrat provincial suppléant ou un magistrat provincial adjoint ayant compétence à l'endroit où réside la personne au nom de qui la plainte est déposée.

Frais

L'ordonnance est émise avec ou sans frais. Les frais suivent le tarif prescrit par The Costs and Fees Act,^{1/} En outre, le magistrat lorsqu'il prépare l'ordonnance ou renvoie la plainte, peut accorder des honoraires de conseil d'au plus \$15 à la partie gagnante. S'il y a modification, ou rejet d'une demande en ce sens, la partie gagnante a droit à des honoraires de conseil ne dépassant pas \$10.

Revision et appel

La demande s'adresse au magistrat qui a émis l'ordonnance, ou qui l'a modifiée la dernière fois, ou, en cas d'absence, à tout magistrat ayant compétence de revision dans la localité d'où vient l'ordonnance. Le magistrat peut annuler ou modifier l'ordonnance au gré des circonstances, sur preuve que les moyens du mari, du père, de la mère, ou que les besoins de l'épouse abandonnée ou de l'enfant ont changé, ou que d'autres circonstances matérielles diffèrent, ou que l'épouse a commis quelque adultère. La demande peut être présentée par le défendeur, par le bénéficiaire, par le plaignant, par toute personne autorisée à porter plainte ou, avec le consentement du procureur général, par toute autre personne.

Toute personne "qui se croit lésée" par une décision, peut en appeler à un juge du tribunal de comté desservant le district où réside la personne au nom de qui la plainte a été déposée.

L'appel doit être interjeté dans les 10 jours qui suivent la décision du magistrat. On lui annexe une déclaration assermentée établissant les motifs et certifiant qu'il ne s'agit pas de temporisation. Le juge détermine la date et le lieu de l'audience. Entre-temps, l'appelant doit, au moins trois jours avant l'audience, signifier à la partie adverse la date et l'endroit de l'audience et lui remettre une copie de la déclaration assermentée sur laquelle repose cette procédure.

Dispositions exécutoires

Recouvrement de la somme due

En vertu du Justices' Courts Act,^{2/} le bénéficiaire peut obtenir recouvrement en Cour suprême, au tribunal de comté, au

^{1/} R.S.N.S. 1954, c. 58.

^{2/} R.S.N.S. 1954, c. 141.

tribunal municipal, au tribunal urbain, devant un ou deux juges de paix, ou un magistrat stipendiaire.

Assignation pour explication

Si le magistrat qui a émis l'ordonnance ou l'a modifiée la dernière fois ou, en cas d'absence, tout magistrat compétent dans le lieu d'origine de l'ordonnance, estime que la somme imposée n'a pas été payée, il peut ordonner par assignation au défendeur de comparaître devant lui et d'expliquer le défaut de payer.

Mandat d'arrestation

Si l'assignation de comparaître devant le tribunal pour expliquer le défaut de payer n'a pas l'effet désiré ou ne peut pas être signifiée, le magistrat peut émettre un mandat. Dans ces cas-là, les termes de The Summary Convictions Act^{1/} s'appliquent. Cette section ne s'applique pas aux femmes.

Emprisonnement

Si, par suite de l'assignation ou du mandat, la personne comparaît, mais ne réussit pas à établir le bien-fondé de son défaut de payer, le magistrat peut la condamner à l'emprisonnement pour au plus trois mois, à moins que la somme due et tous les frais n'aient été payés plus tôt.

MAINTENANCE ORDERS ENFORCEMENT ACT

Le lieutenant-gouverneur en conseil, quand il estime que les provinces du Canada, toute partie du Commonwealth ou de l'Empire britannique ou tout gouvernement étranger, ont adopté des dispositions bilatérales en vue d'appliquer les ordonnances d'entretien émises dans la Nouvelle-Écosse, peut les déclarer États contractants en ce qui concerne cette loi. Les ordonnances de ces États deviennent alors exécutoires dans la Nouvelle-Écosse. Des ententes passées par décret entre la Nouvelle-Écosse et les États suivants font de ceux-ci des États contractants en vertu de leurs lois respectives:

^{1/} R.S.N.S. 1954, c. 279.

Alberta	Angleterre
Colombie-Britannique	Nouvelle-Zélande, y compris
Manitoba	les îles Cook
Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Galles du Sud
Terre-Neuve	Victoria, Australie
Ontario	Île du Man
Île du Prince-Édouard	Tasmanie
Saskatchewan	Bailliage de l'île Guernesey
Territoires du Nord-Ouest	Colonie de la Rhodésie du Sud
Territoire du Yukon	

NOUVEAU-BRUNSWICK

Législation

En vertu de The Deserted Wives and Children Maintenance Act,^{1/} l'épouse ou l'enfant abandonnés peuvent obtenir du mari ou du père leur entretien.

The Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act^{2/} permet de prendre des dispositions réciproques avec d'autres gouvernements pour l'application des ordonnances d'entretien.

DESERTED WIVES AND CHILDREN MAINTENANCE ACT

Définitions

Épouse abandonnée

On considère que l'épouse est abandonnée quand elle vit séparée, parce que le mari commet des sévices,^{3/} qu'il refuse ou néglige, s'il en est capable, de lui fournir la nourriture, le vêtement et les autres choses nécessaires, ou qu'il se rend coupable d'adultère impardonné.

Enfant abandonné

La loi ne s'occupe que de l'abandon par le père. Un enfant de moins de seize ans passe pour abandonné si son père néglige ou refuse de lui fournir la nourriture, le vêtement et les autres choses nécessaires lorsqu'il pourrait le faire.

Responsabilité de l'entretien

La loi n'envisage que la responsabilité de l'homme. Elle la définit ainsi: "L'homme doit entretenir ses enfants et ceux de son épouse jusqu'à l'âge de seize ans, compte tenu de ses moyens."

1/ Deserted Wives and Children Maintenance Act, R.S.N.B. 1952, c. 61; modifié par S.N.B. 1955, c. 43; 1956, c. 32; 1957, c. 34.

2/ Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act, R.S.N.B. 1952, c. 193, modifié par S.N.B. 1953, c. 25; 1954, c. 72.

3/ La loi ne définit pas "sévices".

Inadmissibilité de l'épouse

Aucune ordonnance ne saurait s'émettre en faveur de l'épouse trouvée coupable d'un adultère non pardonné par le mari. L'adultère impardonné commis après l'émission de l'ordonnance constitue un mobile suffisant pour permettre au mari de demander la révision du cas; sur preuve de culpabilité, le juge rescinde l'ordonnance. L'adultère constaté en vertu de la présente loi ne constitue pas une preuve devant les autres lois.

Séparation

L'existence d'une entente de séparation n'empêche pas d'émettre une ordonnance d'entretien.

Procédures judiciaires

Plainte

L'épouse ou l'enfant abandonnés, ou la personne de qui relèvent les soins ou la garde de l'enfant, ou toute autre personne ayant le consentement du procureur général, peuvent porter plainte devant un magistrat local, un magistrat de police, un magistrat stipendiaire ou de comté, ou un juge de cour juvénile. Lorsque la plainte se porte par une autre personne au nom de l'épouse, le consentement de celle-ci n'est pas nécessaire. Si le mari ou père se trouve en dehors de la province, il faut adresser la plainte à un juge de cour de comté.

Assignation

Sur réception de la plainte, le magistrat émet une assignation. On remet la plainte au mari ou père soit personnellement soit de toute autre manière indiquée par le magistrat. Si le mari est en dehors de la province, le magistrat peut ordonner de lui remettre l'assignation à l'endroit de présence, et déterminer le mode ainsi que la preuve de signification. Vingt et un jours après l'émission de l'ordonnance, si aucun paiement n'a eu lieu, ou chaque fois que les paiements sont en souffrance, le magistrat émetteur peut décerner une assignation.

Mandat d'arrestation

Si le mari désobéit à l'assignation, si l'on a raison de croire qu'il désobéira ou tentera de quitter la province, s'il n'a pas payé dans le délai fixé les frais de l'ordonnance, ou s'il est en retard dans ses paiements, le magistrat peut émettre un mandat d'arrestation. Ce mandat, quand un magistrat d'une autre compétence l'endosse, peut être exécuté dans la nouvelle

circonscription, et on a le droit d'amener le mari ou père devant le magistrat émetteur.

Audience

L'audience se tient à huis clos, si le juge le décide ainsi. L'absence du mari ou père n'empêche pas l'audience de se tenir ni l'ordonnance d'être prise, pourvu qu'il y ait preuve de signification, personnelle ou autre, si le juge en a ordonné ainsi. Quand l'homme est en dehors de la province et qu'on a preuve de la signification, l'audience se tient de la même manière que si la signification avait eu lieu dans la province.

Matière de l'ordonnance

Le magistrat peut établir le montant à payer en vertu de l'ordonnance, et les intervalles des paiements. Il considère les moyens du mari et ceux que l'épouse possède pour son propre entretien et celui de la famille. Dans les cas qui ne comportent qu'un enfant abandonné, il fait entrer en ligne de compte les moyens du père et ceux que l'enfant posséderait. Le montant maximum permis est de \$30 dollars par semaine pour une épouse abandonnée, et de \$20 dans le cas d'un enfant seulement, et cet argent est versé à la personne nommée dans l'ordonnance.

Frais

Les frais d'entretien peuvent ou non être imputés au mari. Le coût des procédures est le coût déterminé par The Summary Convictions Act.1/ Si une revision a lieu à la demande du mari, celui-ci en supporte tous les frais.

Revision et appel

L'une ou l'autre partie peut demander la revision du cas au magistrat qui a rédigé l'ordonnance ou, en l'absence de celui-ci, au magistrat de qui, dans la même localité, relèvent les demandes de ce genre. Toujours, la demande peut s'adresser à tout juge de la cour juvénile ou magistrat de la localité où réside l'épouse ou l'autre personne bénéficiaire de l'ordonnance. La preuve que les circonstances de l'un ou l'autre ou des deux ont changé est nécessaire. Si l'épouse demande la revision, elle doit fournir par déclaration assermentée la preuve que la situation financière de son mari s'est améliorée. Avant la revision, il faut donner un avis de dix jours à l'autre partie. Lors de cette revision, le magistrat ou juge peut rescinder, confirmer, ou modifier l'ordonnance, si les circonstances l'exigent.

1/ R.S.N.B. 1952, c. 220, modifié par S.N.B. 1954, c. 80; 1956, c. 62; 1957, c. 61.

Pour s'assurer que l'esprit de la loi subsistera, on a inséré la clause suivante: "Lors de la revision, les points techniques ne suffisent pas à faire casser les ordonnances émises en vertu de cette loi; il faut que le juge soit d'avis qu'il y a eu "dénî de justice"."

Dispositions exécutoires

Assignation

Si, dans la limite de temps indiquée dans l'ordonnance, on n'a pas encore obtenu le paiement spécifié ni les frais, ou bien si les paiements sont en retard, le magistrat qui a émis l'ordonnance peut émettre une assignation pour une date déterminée.

Emprisonnement ou autre peine

Ne pas comparaître sans bonne raison en réponse à une assignation ou ne pas convaincre le magistrat de l'inaptitude à payer la somme déterminée peuvent entraîner l'emprisonnement ou toute autre peine prévue par The Summary Convictions Act.

APPLICATION RÉCIPROQUE DE LA LOI

Le lieutenant-gouverneur en conseil, quand il estime que toute partie des Dominions de Sa Majesté ou la république d'Irlande ont adopté des dispositions bilatérales en vue d'appliquer les ordonnances d'entretien émises par le Nouveau-Brunswick, peut les déclarer États contractants en ce qui concerne cette loi.^{1/} Les ordonnances d'entretien de ces États deviennent alors exécutoires au Nouveau-Brunswick. Des ententes passées par décret entre le Nouveau-Brunswick et les États suivants font de ceux-ci des États contractants en vertu de leurs lois respectives:

Alberta
Colombie-Britannique
Manitoba
Nouvelle-Écosse
Ontario
Île du Prince-Édouard
Saskatchewan

^{1/} L'Imperial Act, Maintenance Orders (Facilities for enforcement Act, 1920, s'étend à l'Angleterre et à l'Irlande du Nord.

QUÉBEC

Législation

Le Code civil définit les droits et les devoirs des membres de la famille.

Le Code de procédure civile trace la procédure judiciaire en général, notamment les formalités requises pour la signification de l'assignation, l'audience devant les tribunaux, et l'appel.

Québec possède aussi une législation pourvoyant à l'application des ordonnances d'entretien décernées dans les provinces qui appliquent leurs propres ordonnances.^{1/}

Responsabilité des parents

Le mariage oblige le mari à faire vivre ainsi qu'à élever les enfants. En certaines circonstances, l'épouse doit aussi participer selon ses moyens aux dépenses du ménage et à l'éducation des enfants.

Responsabilité du mari et de l'épouse

"Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours et assistance." Le mari est obligé de fournir, selon ses moyens et sa condition, le nécessaire à son épouse.

Causes permettant à l'épouse de demander la séparation et l'entretien

L'épouse peut demander la séparation d'avec son mari pour les motifs suivants: adultère, non-entretien, excès, sévices ou injures graves, dont l'interprétation reste à la discrétion du tribunal. Cette pétition renferme d'ordinaire une demande relative à l'entretien ainsi qu'à la garde des enfants, s'il y en a. Le tribunal, dans les cas d'excès, de sévices ou d'injures graves, peut retarder le jugement pour donner au mari et à l'épouse une occasion de réconciliation.

Entretien

L'entretien est accordé par le tribunal et est conforme aux besoins de l'épouse et des enfants et aux moyens du mari.

^{1/} Lois touchant l'exécution de certains jugements en matière d'entretien, S.Q. 1952, c. 56.

Revision

On peut obtenir la revision des termes de l'ordonnance d'entretien en adressant une demande à un juge de la Cour supérieure, si les circonstances d'une partie ou de l'autre ont changé de telle sorte que le mari n'a plus les moyens de payer ou que l'épouse n'a plus besoin du montant fixé au début.

PROCÉDURES JUDICIAIRES

Comme le Code de procédure civile l'établit, les cas de séparation et d'abandon passent en Cour supérieure, et privément si le juge le désire.

Si l'épouse est dans l'indigence, elle peut plaider "in forma pauperis". Ce système réduit à leur minimum les frais ordinaires de cour.

Si l'on ne trouve pas le mari, on peut prendre en son absence les mesures nécessaires, mais on doit le convoquer par l'entremise des journaux.

La décision de la Cour supérieure peut être portée en appel devant la Cour du Banc de la Reine, section des appels.^{1/}

Dispositions d'application

L'ordonnance d'entretien émise par un tribunal peut se renforcer par une saisie-exécution, qui permet de vendre les biens du débiteur ou d'arrêter les gages ou le salaire. Les biens meubles sont sujets à la saisie-arrêt.^{2/}

APPLICATION RÉCIPROQUE

Une loi relative à l'exécution de certains jugements en matière d'entretien a été adoptée en 1952 (15-16 George VI, chapitre 56). Elle établit que l'ordonnance d'entretien émise dans une autre province devient exécutoire exactement comme dans cette autre province, pourvu qu'elle ne vienne pas en conflit avec les lois et règlements d'ordre public en vigueur dans le Québec, surtout en ce qui concerne le mariage.

^{1/} Voir articles 42, 43, et 48 du Code de procédure civile.

^{2/} Voir Code de procédure civile, articles 594 et suivants, 600 et suivants, 677 et suivants, et 931 et suivants.

L'exécution de ces jugements se subordonne à la confirmation d'un tribunal québécois. Elle s'obtient par une simple demande, contestable cependant par le défendeur.

La loi contient aussi des dispositions par lesquelles l'ordonnance d'entretien rendue dans le Québec peut devenir applicable dans une autre province conformément aux lois en vigueur dans cette autre province.

Cette législation ne touche que les provinces qui ont les arrangements similaires. Ces provinces doivent être désignées par décret. A l'heure actuelle, il y en a deux: l'Ontario et l'Île du Prince-Édouard.

ONTARIO

Législation

En vertu du Deserted Wives and Children's Maintenance Act,^{1/} l'épouse ou l'enfant abandonnés peuvent obtenir du mari ou père leur entretien. La première législation ontarienne relative à l'entretien des épouses abandonnées a été adoptée en 1888 sous le titre The Married Women (Maintenance in Case of Desertion) Act; la première loi relative aux enfants abandonnés passait en 1922 sous le titre The Deserted Wives and Children's Maintenance Act.

The Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act^{2/} permet la prise de dispositions réciproques avec les autres gouvernements en vue de l'application des ordonnances d'entretien.

DESERTED WIVES AND CHILDREN'S MAINTENANCE ACT

Définitions

Épouse abandonnée

On considère que l'épouse est abandonnée quand elle vit séparée, parce que le mari se rend coupable de sévices à son égard et refuse ou néglige, sans raison suffisante et en cas de capacité, de lui fournir la nourriture et les autres choses nécessaires, ou est coupable d'adultère impardonné.

Enfant abandonné

L'enfant de moins de seize ans est considéré comme abandonné par son père, quand celui-ci refuse ou néglige, sans cause suffisante, de lui fournir la nourriture ou les autres choses nécessaires en des cas où il pourrait le faire.

Sévices

L'expression "sévices" se définit "conduite qui, causant une appréhension raisonnable de blessures corporelles, d'atteinte à la santé, sans preuve de violence personnelle réelle, rend le foyer inhabitable pour la femme ou l'enfant".

^{1/} The Deserted Wives' and Children's Maintenance Act, R.S.O. 1950, c. 102; modifié par S.O. 1951, c. 20; 1953, c. 28; 1954, c. 22; 1955, c. 16; 1957, c. 27; 1958, c. 23.

^{2/} The Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act, R.S.O. 1950, c. 334, modifié par S.O. 1956, c. 77.

Inadmissibilité de l'épouse

A moins d'avoir été pardonnée par le mari, une femme trouvée coupable d'adultère ne saurait obtenir l'entretien en vertu de cette loi; en tout temps, la preuve d'un adultère impardonné commis depuis l'émission de l'ordonnance expose celle-ci à l'annulation. La constatation d'adultère faite en vertu de cette loi ne constitue pas une preuve devant les autres lois.

Effet de l'entente de séparation

L'existence d'une entente de séparation n'influe pas sur l'émission de l'ordonnance d'entretien pourvue par cette loi, si le mari n'effectue pas les paiements déterminés par l'entente.

Procédures judiciaires

Plainte

La plainte peut être portée par l'épouse ou l'enfant abandonnés, par la personne ayant le soin ou la garde de l'enfant abandonné, ou, avec le consentement du procureur général, par toute autre personne. Une dénonciation peut être déposée au nom de l'épouse devant un juge de paix.

Assignation

Sur réception d'une dénonciation, le juge de paix assigne le mari à comparaître devant lui. Une assignation peut aussi être émise de temps à autre, si le mari forfait à ses paiements, et si le magistrat ou juge intime l'ordre de comparaître et d'expliquer le défaut de paiement.

Mandat d'arrestation

Si le juge de paix devant qui la plainte est déposée estime que le mari ou père entend quitter la juridiction territoriale, il peut, avec l'approbation écrite d'un magistrat ou juge de cour juvénile ou familiale, émettre un mandat d'arrestation. En cas de non-paiement, on peut avoir recours au mandat d'arrestation, si la personne assignée ne comparait pas malgré l'assignation et si elle offre une explication insuffisante de cette absence. On peut aussi émettre un mandat quand l'assignation ne peut être signifiée.

Audience

L'audience peut avoir lieu privément. Là où il y a une cour juvénile et familiale compétente en cette matière, les procédures prévues par la loi se prennent dans cette cour; autrement, le cas passe en cour du magistrat.

Quand le défendeur ne se conforme pas à une assignation, le magistrat ou juge peut par mandat le forcer de comparaître. Le juge, s'il sait que le défendeur réside dans une autre localité de la province, a cependant le droit d'entendre la cause sans lui et sans mandat et d'émettre une ordonnance provisoire, qu'avec une transcription de la preuve et la dénonciation identificatrice il envoie au magistrat ou juge du district judiciaire de résidence. Après une assignation au défendeur et une audience, le juge ou magistrat qui reçoit l'ordonnance provisoire peut confirmer celle-ci ou la modifier si les circonstances l'exigent; et l'ordonnance entre alors en vigueur.

Matière de l'ordonnance

Le magistrat ou juge, aux intervalles où il l'estime approprié, compte tenu de toutes les circonstances, peut émettre une ordonnance pour l'entretien de l'épouse abandonnée et des enfants de celle-ci résidant avec elle.

Quand un père abandonne son enfant, le magistrat ou juge peut, après considération des moyens du père et de l'enfant, ordonner au père de verser à la personne mentionnée dans l'ordonnance une somme aux intervalles jugés appropriés. La somme qu'il ordonne au père de payer pour l'entretien de chaque enfant abandonné ne saurait excéder le taux de \$20 par semaine, avec ou sans frais.

Le magistrat ou juge peut inclure dans l'ordonnance d'entretien toute disposition pourvoyant à la garde de l'enfant et au droit d'accès par toute personne ou par l'un ou l'autre parent; dans sa décision il fait entrer en ligne de compte le bien-être de l'enfant, la conduite du parent ou de la personne en cause, et les désirs du père et de la mère.

Frais

Les frais relatifs à la signification de l'assignation ou du mandat ou à l'exécution de toute disposition de la loi retombent sur le plaignant, s'il a les moyens; s'il n'a pas les moyens, ces frais se paient à même un crédit voté par la législature.

Revision et appel

Une nouvelle audience peut avoir lieu, si le juge estime que les circonstances d'une partie ou de l'autre ont changé, ou s'il dispose de nouvelles preuves. Il peut, en conformité avec les constatations, confirmer, annuler ou modifier l'ordonnance.

Il y a possibilité d'appel; le juge de la cour compétente fixe la date où cette procédure aura lieu.

Les paiements se conforment aux dispositions de l'ordonnance originale en attendant la décision de l'appel ou des autres procédures, à moins qu'une ordonnance intérimaire ne suspende le paiement en tout ou en partie. Si le défendeur a forfait à ses paiements, l'appel et les autres mesures sont passibles de renvoi.

Dispositions exécutoires

Emprisonnement ou amende

Quand, après l'émission d'un mandat d'arrestation pour non-paiement, le défendeur ne réussit pas à convaincre le magistrat ou juge de son inaptitude à payer, il est passible d'emprisonnement pour une période ne dépassant pas trois mois; mais on peut le libérer avant trois mois, s'il paie la somme due ou un montant moindre fixé par le tribunal.

Toute personne violant les dispositions de garde et d'accès prises en vertu de l'ordonnance devient passible d'une amende n'excédant pas \$100, ou d'un emprisonnement d'au plus trois mois, ou des deux peines.

Visite à un agent désigné

Si le bénéficiaire de l'ordonnance est à la charge du public ou risque de le devenir, le juge peut ordonner au défendeur de se présenter à intervalles réguliers à un agent de liberté surveillée, à un directeur local d'une société d'aide à l'enfance, à un fonctionnaire de service de bien-être ou de municipalité désigné à cette fin par le ministre. Là, le défendeur doit prouver qu'il se conforme aux clauses de l'ordonnance. Ne pas se présenter de la manière requise est considéré comme un délit, et la condamnation rend le défendeur passible d'emprisonnement pour une période d'au plus trois mois.

Jugement

L'ordonnance peut être déposée chez le greffier de tout tribunal divisionnaire et se renforcer par saisie-gagerie,

saisie-exécution, et par assignation en jugement comme pour les jugements de ces tribunaux.

Résidence dans une autre localité

S'il y a des arrérages, la loi permet de transférer le duplicata de l'ordonnance au magistrat ou juge d'un tribunal juvénile ayant compétence dans la localité où réside le défendeur. On assigne alors le défendeur; et la procédure et l'application des clauses restent les mêmes que si l'assignation avait été émise par le magistrat ou juge émetteur.

APPLICATION RÉCIPROQUE DE LA LOI

Le lieutenant-gouverneur en conseil, quand il estime que les provinces, toute partie du Commonwealth ou de l'Empire britannique, ou tout gouvernement étranger, ont adopté des dispositions bilatérales pour appliquer les ordonnances d'entretien émises dans l'Ontario, peut les déclarer États contractants en ce qui concerne cette loi. Les ordonnances de ces États deviennent alors exécutoires dans l'Ontario. Des ententes complémentaires passées par décret entre l'Ontario et les États suivants font de ceux-ci des États contractants en vertu de leurs lois respectives:

Alberta	Territoire de la capitale d'Australie
Colombie-Britannique	Angleterre
Manitoba	Guernesey, Alderney et Sark
Nouveau-Brunswick	Île de Man
Terre-Neuve	Malte et ses annexes
Nouvelle-Écosse	Nouvelle-Galles du Sud
Île du Prince-Édouard	Nouvelle-Zélande et îles Cook
Québec	Irlande du Nord
Saskatchewan	Australie septentrionale
Territoires du Nord-Ouest	Papouasie et Nouvelle-Guinée
Territoires du Yukon	Queensland
	Australie méridionale
	Rhodésie du Sud
	États de Jersey
	Tasmanie
	Union sud-africaine
	Victoria
	Australie occidentale

MANITOBA

Législation

Aux termes de The Wives' and Children's Maintenance Act,^{1/} l'épouse ou l'enfant peuvent obtenir du mari ou parent leur entretien. La première législation du Manitoba sur l'entretien des épouses et enfants abandonnés ou indigents a été adoptée en 1902 sous le titre de The Married Women's Protection Act.

The Maintenance Order (Facilities for Enforcement) Act^{2/} permet de prendre des mesures réciproques avec d'autres gouvernements pour l'application des ordonnances d'entretien.

THE WIVES' AND CHILDREN'S MAINTENANCE ACT

Devoirs des parents

L'homme a le devoir légal de soutenir, d'entretenir et d'instruire jusqu'à l'âge de seize ans ses enfants ou ceux de sa femme. La femme mariée et la veuve portent une responsabilité semblable vis-à-vis de leurs enfants; mais les dispositions de cette loi ou de toute autre loi ne soustraient pas le mari à ses propres responsabilités.

Admissibilité de l'épouse

L'épouse, ou toute autre personne au nom de l'épouse, peuvent se prévaloir de cette loi, quand le mari a subi une condamnation pour voies de fait contre elle, l'a abandonnée sans excuse légitime, a été trouvé coupable de sévices contre elle, est un ivrogne,^{3/} ou bien néglige ou refuse sans excuse raisonnable de fournir un entretien et un soutien convenables, a elle-même et aux enfants de celle-ci.

^{1/} The Wives' and Children's Maintenance Act R.S.M. 1954, c. 294, modifié par S.M. 1955, c. 83

^{2/} The Maintenance Orders (Facilities for Enforcement) Act, R.S.M. 1954, c. 151

^{3/} On appelle "ivrogne" la personne qui, parce qu'elle prend souvent des boissons alcooliques, est incapable à certains moments de se conduire ou de gérer ses propres affaires, ou est inapte ou impropre à la garde et au contrôle des enfants.

Admissibilité de l'enfant

On considère admissible à l'entretien, en vertu de cette loi, l'enfant de moins de seize ans, si le parent, le tuteur ou toute autre personne tenue de le soutenir, l'abandonne ou lui refuse un soutien convenable.

Mariage de droit coutumier

Si la femme a vécu et cohabité durant au moins un an avec un homme qui lui a donné un enfant, elle peut demander l'entretien pour elle-même et pour l'enfant, à condition de soumettre sa demande dans l'année qui suit la cessation de cette existence et cohabitation en commun.

Inadmissibilité de l'épouse

Si l'épouse a commis un adultère que le mari n'a pas "pardonné, laissé faire ou provoqué par une mauvaise conduite", elle ne saurait obtenir une ordonnance. L'épouse qui abandonne son mari "sans excuse légitime" perd aussi son admissibilité à l'entretien. Quand l'épouse commet après l'émission de l'ordonnance un adultère non pardonné, il peut y avoir annulation, de même que si elle recommence volontairement à cohabiter avec son mari.

Effet de l'entente de séparation

On n'émet pas d'ordonnance d'entretien quand une entente de séparation existe excepté si le mari n'effectue pas ses paiements, s'il ne subvient pas convenablement à sa femme et à ses enfants selon ses moyens, ou si l'épouse devient ou risque de devenir une charge publique.

Demande d'ordonnance par le mari

Le mari peut demander une ordonnance à un juge de comté ou à un magistrat de police, si sa femme est ivrogne. Quand la plainte est prouvée, le magistrat de police ou juge peut émettre une ordonnance contenant toutes les mesures suivantes ou n'importe qu'elle d'entre elles: le mari n'est plus tenu de cohabiter avec son épouse, la garde des enfants revient au mari, la femme ne saurait, sous peine d'amende, pénétrer chez le mari. Le tribunal peut aussi ordonner au mari de verser une somme hebdomadaire ou mensuelle soit directement à l'épouse soit, en faveur de celle-ci, à une tierce personne.

Procédure judiciaire

Plainte

L'épouse, ou toute personne au nom de l'épouse, ou toute personne au nom de l'enfant, peuvent adresser une demande soit à

un juge de comté soit à un magistrat de police. La demande à un juge de comté se fait par déclaration assermentée établissant les causes de la plainte; la demande au magistrat de police exige la déposition d'une dénonciation sous serment.

Signification de l'assignation

L'assignation au défendeur est signifiée conformément au service des mandats de The County Court Act,^{1/} ou par toute personne agissant au nom du plaignant.

Si le défendeur est en dehors de la province, le juge ou magistrat peut ordonner de lui signifier l'assignation et régler le mode de signification.

Audience

La loi souligne l'avantage de tenir l'audience privément, afin de fournir au juge une meilleure occasion d'effectuer une réconciliation ou d'en venir à un règlement satisfaisant. Le juge en décide à son gré. En cas d'ajournement, le juge ou magistrat a le pouvoir d'ordonner au mari de verser à l'épouse ou, pour celle-ci, à une tierce personne toute somme qu'il estime convenir à la période intérimaire. L'audience, si le défendeur est en dehors de la province et s'il y a preuve de signification régulière d'assignation ou autre signification ordonnée par le tribunal, peut avoir lieu en l'absence de ce défendeur, de la même manière que dans le cas d'assignation signifiée dans la province même.

Témoins

Le magistrat de police ou juge peut obtenir des renseignements de toute personne qui, selon lui, connaît les relations des parties à la cause; et le mari et l'épouse sont "compétents et contraignables à témoigner l'un contre l'autre". Les mandats de comparution des témoins se signifient de la même manière que dans les causes de comté.

La responsabilité de prouver une excuse légitime ou raisonnable retombe sur la personne qui allègue ces faits.

Matière de l'ordonnance d'entretien

Le magistrat de police ou juge peut ordonner au mari de verser pour l'entretien de l'épouse toute somme hebdomadaire, bi-hebdomadaire, semi-mensuelle ou mensuelle qui paraît raisonnable. En outre, l'ordonnance peut renfermer toutes les dispositions suivantes ou n'importe quelle d'entre elles: l'épouse n'est plus tenue de cohabiter avec le mari; l'épouse obtient la garde légale des enfants; le mari ne saurait pénétrer dans la demeure de son épouse; il lui faut payer les frais, y compris ceux de l'avocat.

^{1/} R.S.M. 1954, c. 50.

La somme imposée par l'ordonnance se paie à l'épouse ou, au bénéfice de celle-ci, à une tierce personne. Quand l'ordonnance a pour objet un enfant, le montant se verse à une ou plusieurs personnes nommées par le juge ou magistrat.

Les frais ordinaires et les frais "convenables" d'avocat peuvent faire partie de l'ordonnance émise contre le mari.

Revision et appel

Il peut y avoir revision, sur demande du mari, de l'épouse, ou de toute autre personne au juge ou magistrat du district judiciaire où l'émission a eu lieu. Le magistrat ou juge a le droit de changer, de modifier ou de renvoyer l'ordonnance, selon les circonstances.

Si la cause a paru devant un magistrat de police, l'appel suit The Summary Convictions Act;^{1/} si elle a paru devant un juge de tribunal de comté, elle se conforme aux jugements ordinaires de ce tribunal. L'ordonnance d'entretien, en attendant la décision du tribunal d'appel, s'applique comme s'il n'y avait pas d'appel.

Dispositions exécutoires

Cautionnement ou dépôt

Au moment de l'émission de l'ordonnance, le juge ou magistrat peut enjoindre au défendeur de fournir un cautionnement d'au plus \$500, avec ou sans garanties, ou de faire un dépôt ne dépassant pas \$250. Quand le défendeur ne remet pas ce dépôt ou ce cautionnement le juge ou magistrat a le pouvoir de le condamner à la prison commune pour une période déterminée ou jusqu'à ce qu'ait eu lieu le dépôt ou le cautionnement.

Emprisonnement

Si le défendeur refuse ou néglige d'effectuer ses paiements, tout juge ou magistrat du district judiciaire où s'émet l'ordonnance peut, sur réception d'une plainte et après que le plaignant a obtenu jugement en enregistrant l'ordonnance en cour de comté, le faire incarcérer dans la prison commune pour au plus 40 jours, ou moins en cas d'obéissance éventuelle à l'ordonnance.

Mandat de saisie

Le magistrat de police peut émettre un mandat de saisie; la cour de comté, une saisie-exécution. Ces saisies peuvent s'attaquer aux biens personnels du défendeur, et les exemptions prévues par The Executions Act^{2/} ne s'y appliquent pas.

^{1/} R.S.M. 1954, c. 254.

^{2/} R.S.M. 1954, c. 76.

Jugement

L'ordonnance inscrite à la cour de comté du district où réside le défendeur ou bien d'où vient la plainte, devient jugement de cette cour et est exécutoire comme tel. Le tribunal, sur demande du bénéficiaire, peut nommer quelqu'un pour recevoir les sommes dues ou payables au mari ou parent, gagnées ou à gagner par lui, jusqu'à concurrence du montant en souffrance ou à l'égard des versements futurs fixés par l'ordonnance.

Prescription

La prescription prévue dans les autres statuts ou lois ne joue aucunement dans l'application de la présente loi.

ENTENTES RÉCIPROQUES

Le lieutenant-gouverneur en conseil, quand il estime que toute partie du Commonwealth autre que l'Angleterre et l'Irlande du Nord,^{1/} ou la république d'Irlande, ont pris des dispositions réciproques pour appliquer les ordonnances émises par le Manitoba, peut les déclarer États contractants en ce qui concerne cette loi. Les ordonnances de ces États deviennent alors exécutoires au Manitoba. Des ententes passées par décret entre le Manitoba et les États suivants font de ceux-ci des États contractants en vertu de leur lois respectives:

Alberta	Île du Man
Colombie-Britannique	Île des Guernesey, d'Alderney et de Sark
Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Galles du Sud (Australie)
Terre-Neuve	Nouvelle-Zélande
Nouvelle-Écosse	Queensland (Australie)
Ontario	Rhodésie du Sud
Île du Prince-Édouard	États de Jersey
Saskatchewan	Tasmanie (Australie)
Territoires du Nord-Ouest	Territoire de Papouasie et de
Territoire du Yukon	Nouvelle-Guinée
	Victoria (Australie)
	Australie occidentale

^{1/} L'Imperial Act, Maintenance Orders (Facilities for Enforcement) Act, 1920, engage l'Angleterre et l'Irlande du Nord

SASKATCHEWAN

Législation

Aux termes de Deserted Wives' and Children's Maintenance Act,^{1/} l'épouse ou l'enfant peuvent obtenir du mari ou parent leur entretien. La première législation de la Saskatchewan sur l'entretien des épouses et enfants abandonnés ou indigents a été adoptée en 1911 sous le titre de Deserted Wives' Maintenance Act.

The Maintenance Orders (Facilities for Enforcement) Act^{2/} permet de prendre des mesures réciproques avec d'autres gouvernements pour l'application des ordonnances d'entretien.

THE DESERTED WIVES' AND CHILDREN'S MAINTENANCE ACT

Définitions

Epouse abandonnée

On considère que l'épouse est abandonnée, lorsque le mari, sans cause suffisante, refuse ou néglige de lui fournir les aliments et autres choses nécessaires, ou lorsque le mari a été trouvé coupable d'adultère non pardonné, ou quand elle vit séparée du mari.

Enfant abandonné

On appelle enfant toute personne âgée de moins de seize ans, ou de vingt et un ans, si elle ne peut, à cause d'incapacité mentale ou physique, subvenir à ses propres besoins. L'enfant de moins de seize ans passe pour abandonné quand le parent refuse ou néglige, sans cause suffisante, de lui fournir les aliments ou autres choses nécessaires, ou quand cet enfant lui-même a quitté le foyer à cause de la négligence, de la mauvaise conduite ou des sévices du parent, ou en a été soustrait. Dans ces circonstances, l'enfant de moins de vingt et un ans passe aussi pour abandonné, s'il ne peut subvenir à ses besoins par suite d'incapacité mentale ou physique.

^{1/} The Deserted Wives' and Children's Maintenance Act, R.S.S. 1953, c. 305, modifié par S.S. 1957, c. 84.

^{2/} The Maintenance Orders (Facilities for Enforcement) Act, R.S.S. 1953, c. 85, modifié par S.S. 1957, c. 32.

Parent

Le terme parent comprend l'homme dont l'épouse avait au moment du mariage un enfant dont il connaissait l'existence. L'homme et la femme qui ont vécu ensemble en vertu du droit coutumier durant au moins un an sont considérés comme parents dans le sens de cette loi.

SéVICES

On appelle "séVICES" toute conduite créant un danger pour la vie, les membres ou la santé, ou tout comportement qui, de l'avis du tribunal, est grossièrement injurieux et intolérable, ou d'un caractère tel, même sans preuve de violence personnelle réelle, que raisonnablement l'épouse ou les enfants ne sauraient plus désirer vivre avec le mari ou parent après que ce dernier s'en est rendu coupable.

Effet de l'entente de séparation

Une ordonnance peut être émise, même quand une entente de séparation existe, si le mari manque à ses paiements, s'il ne subvient pas convenablement à sa femme selon ses moyens, ou si l'épouse devient ou risque de devenir une charge publique. La loi permet de prendre des mesures même si une ordonnance de pension alimentaire ou d'entretien émise par la Cour du Banc de la Reine se trouve exécutoire.

Unions de droit coutumier

L'entretien peut être obtenu pour l'enfant d'un homme et d'une femme qui ont vécu ensemble et cohabité au moins un an, à condition que la poursuite soit intentée dans les deux ans après la date où ont cessé la vie commune et la cohabitation, ou depuis que le parent a cessé d'entretenir l'enfant.

Inadmissibilité de l'épouse

Il ne saurait y avoir d'ordonnance en faveur de l'épouse qui a commis l'adultère, à moins que "le mari ne l'ait provoqué par sa conduite ou ne l'ait pardonné". Si l'on prouve qu'un adultère non pardonné avait lieu après l'émission de l'ordonnance, celle-ci peut être annulée. La constatation d'adultère ne constitue pas une preuve d'adultère devant les autres lois.

Procédure judiciaire

Plainte

L'épouse, ou toute personne préposée au soin et à la garde d'un enfant, peuvent porter par écrit sur la formule prescrite une plainte qui est assermentée devant tout juge de paix, notaire public, commissaire des serments, ou juge de tout tribunal de district. La plainte peut être déposée au nom de l'épouse ou l'enfant abandonnés en cause par tout fonctionnaire nommé à cette fin par le conseil de la municipalité où l'épouse ou l'enfant résident. Quand l'épouse et l'enfant demeurent dans un district d'amélioration locale, la plainte peut être déposée par une personne désignée par le ministre des Affaires municipales ou par un fonctionnaire de ce ministère.

Signification de l'assignation

Sur réception de la plainte, le tribunal lance une assignation que toute personne peut signifier au mari ou parent au nom du plaignant. Si la signification rapide de personne à personne se révèle impossible, le tribunal peut la remplacer par lettre, annonce publique ou autrement. Quand le défendeur est en dehors de la province, le tribunal a le droit d'ordonner que l'assignation se fasse partout où on le trouvera, et de fixer le procédé de signification.

Audience

L'audience a lieu devant un juge de district ou magistrat de police agissant comme juge de paix. Elle peut se tenir privément. Elle peut aussi s'ajourner de temps à autre à la demande d'une des parties, mais si c'est à celle du défendeur, le tribunal a le droit de lui ordonner de verser une somme pour l'entretien de l'épouse ou de l'enfant en attendant le résultat du procès. Quand le défendeur, malgré la réception d'une copie de l'assignation, ne se présente pas au procès, l'ordonnance peut être émise en son absence. Le défendeur ne saurait invoquer comme défense contre l'ordonnance, l'état ou le paiement de dettes.

Matière de l'ordonnance

Le tribunal a le droit d'ordonner au mari de verser à l'épouse, ou à une tierce personne au nom de celle-ci, une somme mensuelle ou hebdomadaire comme entretien pour elle-même et ses enfants, s'il y en a. Le montant se proportionne aux moyens du mari et à ceux de l'épouse.

Lorsque l'entretien s'applique seulement à un enfant abandonné, le montant déterminé par le tribunal se paie à toutes les semaines ou à tous les mois au ministre du Bien-être social et de la Réadaptation, lequel occupe le poste d'administrateur.

En tous cas, l'ordonnance spécifie la date où se verseront le premier paiement et, s'il y a lieu, les frais.

L'ordonnance d'entretien émise en vertu de cette loi ne saurait dépasser le montant fixé par la Cour du Banc de la Reine pour toute ordonnance de pension alimentaire ou d'entretien.

Copie au Ministre

Lors de l'émission d'une ordonnance, le tribunal en envoie au ministre du Bien-être social et de la Réadaptation un duplicata ou une copie conforme. Les particularités relatives à chaque ordonnance s'inscrivent dans un livre spécial; et personne, sans la permission du Ministre, n'a le droit de faire des recherches dans les livres ni dans les dossiers renfermant les ordonnances.

Nouvelle audience

Le tribunal peut, à la demande du mari, entendre de nouveau en tout temps la demande, après avis à l'épouse ou à l'enfant, et il a droit de confirmer, d'annuler et de modifier l'ordonnance.

Frais

L'ordonnance peut comporter ou non des frais, parmi lesquels des honoraires d'avocat. Les frais d'appel se conforment à l'échelle du tribunal de district, et restent à la discrétion du juge devant qui passe la cause.

Revision et appel

L'ordonnance peut être révisée sur preuve que les moyens ou circonstances du mari, du parent, de l'épouse ou de l'enfant ont changé depuis l'émission, ou depuis la dernière modification.

La partie qui "est lésée par l'ordonnance d'entretien" a l'autorisation d'en appeler à un juge de la Cour du Banc de la Reine en référé. Le juge a le pouvoir de prononcer un jugement ou d'ordonner les changements qu'il estime nécessaires. Aucun nouvel appel ne saurait être fait sans la permission de ce juge.

Les termes de l'ordonnance d'entretien sont exécutoires en attendant la décision du tribunal d'appel; à moins que le tribunal émetteur n'en ordonne autrement.

L'existence d'une ordonnance décernée en vertu de cette loi n'empêche pas le mari ou parent en cause de demander à la Cour du Banc de la Reine de réduire la pension alimentaire ou l'entretien. Si la réduction est accordée, le montant payable en vertu de la loi baisse dans la même proportion sans qu'il faille une nouvelle ordonnance.

Dispositions exécutoires

Le plaignant ou toute personne autorisée à déposer une plainte peuvent obtenir une assignation, si le défendeur n'a pas versé une indemnité et les frais dans les 21 jours consécutifs à l'ordonnance, ou chaque fois qu'il y a des arrérages. Le défendeur doit comparaître et prouver qu'il n'y a pas lieu d'appliquer l'ordonnance.

Si, sans bonne raison, le défendeur ne comparaît pas, comme il le doit, ou ne réussit pas à prouver au tribunal son incapacité de payer le montant imposé, alors le tribunal a le pouvoir d'appliquer l'ordonnance conformément à la partie XXIV du Code criminel. L'emprisonnement est permis, mais il ne saurait tenir lieu de paiement.

Cautionnement ou dépôt

Quand il décerne une ordonnance d'entretien, le tribunal peut obliger le mari ou parent à fournir au Ministre un cautionnement ne dépassant pas \$1,000 avec les garanties approuvées, ou à déposer un montant d'au plus \$1,000 pour garantir l'application. Le tribunal envoie le cautionnement ou le dépôt au ministre du Bien-être social et de la Réadaptation. Le défendeur peut être incarcéré dans la prison commune pour une période déterminée, s'il ne fournit pas le cautionnement ou ne fait pas le dépôt.

Le plaignant, ou toute autre personne autorisée à déposer une plainte, peuvent demander par déclaration assermentée que la non-conformation à l'ordonnance fasse confisquer le dépôt. Le tribunal émet alors l'ordonnance appropriée; et le Ministre prend sur le dépôt tout montant déterminé par l'ordonnance d'entretien plus les frais de confiscation. Quand il y a cautionnement, le tribunal peut ordonner aux répondants de verser au Ministre la somme indiquée, et l'ordonnance s'applique conformément à la partie XXIV (condamnations sommaires) du Code criminel.

Jugement

Le juge du tribunal de district peut, sur demande de l'épouse ou de la personne qui a déposé la plainte, ou d'un fonctionnaire du service désigné à cette fin, inscrire au verso de l'ordonnance le montant en défaut. Cet endossement exige la preuve assermentée que des arrérages existent. L'ordonnance est alors déposée au tribunal de district et devient jugement de ce tribunal; le mari ou parent devient débiteur par jugement sous le régime de The Attachment of Debts Act.^{1/}

^{1/} R.S.S. 1953, c. 93.

Privilège sur la propriété foncière

L'ordonnance émise en vertu de cette loi peut être déposée dans tout district d'enregistrement foncier et devenir privilège ou charge à l'égard de toutes les terres possédées dans le district, ou à posséder, par le mari ou parent, excepté quand une ordonnance de pension alimentaire ou d'entretien rendue par la Cour du Banc de la Reine demeure en vigueur. Cet enregistrement ne comporte aucun frais.

Mandat d'arrestation

Le tribunal peut émettre un mandat d'arrestation contre le défendeur, qu'il y ait assignation ou non, s'il semble que ce défendeur soit sur le point de quitter la province, de vendre ses propriétés, ou cherche autrement à éviter de recevoir ou d'appliquer une ordonnance d'entretien.

Certificat de médecin

Le mari ou parent qui se prétend incapable de travailler et par conséquent de soutenir son épouse ou son enfant, peut être tenu par le tribunal d'obtenir un certificat d'un médecin compétent nommé à cette fin.

Aide légale à l'épouse ou à l'enfant

Quand l'épouse ou l'enfant abandonnés reçoivent l'assistance publique, ou l'ont demandée, la municipalité, ou le ministre des Affaires municipales dans le cas des districts d'amélioration locale, ou le ministère du Bien-être social et de la Réadaptation, peuvent leur fournir une aide légale.

Prescription

La prescription prévue dans les autres statuts ou lois n'influe aucunement sur le droit de prendre des mesures ni d'appliquer toute ordonnance émise en vertu de cette loi.

THE MAINTENANCE ORDERS (FACILITIES FOR ENFORCEMENT) ACT

Le lieutenant-gouverneur en conseil, quand il estime que toute partie du Commonwealth ou de l'Empire britannique autre que l'Angleterre et l'Irlande du Nord^{1/} ou tout État

^{1/} The Imperial Act, Maintenance Orders (Facilities for Enforcement) Act, 1920, engage l'Angleterre et l'Irlande du Nord.

étranger, ont pris des dispositions réciproques pour appliquer les ordonnances émises par la Saskatchewan, peut les déclarer États contractants en ce qui concerne cette loi. Les ordonnances de ces États deviennent alors exécutoires en Saskatchewan. Des ententes passées par décret entre la Saskatchewan et les États suivants font de ceux-ci des États contractants en vertu de leurs lois respectives:

Alberta	Territoire de la capitale d'Australie
Colombie-Britannique	Angleterre
Manitoba	Irlande du Nord
Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Zélande
Terre-Neuve	Île de Man
Nouvelle-Écosse	Queensland (Australie)
Ontario	Victoria (Australie)
Île du Prince-Édouard	Nouvelle-Galles du Sud (Australie)
Territoires du Nord-Ouest	Tasmanie (Australie)
Territoire du Yukon	Australie occidentale
	États de Jersey
	Bailliage de Guernesey
	Colonie de la Rhodésie du Sud

ALBERTA

Législation

Aux termes du Domestic Relations Act^{1/} l'épouse abandonnée peut demander au tribunal une ordonnance d'entretien contre le mari.

The Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act^{2/} autorise à prendre des mesures réciproques avec les autres gouvernements pour l'application des ordonnances d'entretien.

DOMESTIC RELATIONS ACT (partie IV)

Définitions

Epouse abandonnée

L'épouse passe pour abandonnée quand elle vie séparée, vu les sévices du mari, ou le refus ou la négligence de ce mari, sans cause suffisante, à lui fournir les aliments et les autres choses nécessaires.

Sévices^{3/}

L'expression sévices "ne limite pas sa signification à la conduite qui crée un danger pour la vie, les membres ou la santé, mais comprend tout comportement qui, de l'avis du tribunal, est grossièrement injurieux et intolérable, ou revêt un tel caractère que la personne qui demande la séparation ne saurait désirer vivre avec l'autre, après cette manière d'agir".

Inadmissibilité de l'épouse

Aucune ordonnance ne saurait s'émettre en faveur de l'épouse reconnue coupable d'adultère, à moins que le mari n'ait pardonné. L'ordonnance peut s'annuler sur preuve que l'épouse a commis après l'émission de l'ordonnance un adultère

^{1/} Domestic Relations Act, R.S.A. 1955, c. 89 (partie IV, ordonnances de protection).

^{2/} The Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act, 1958 annule et remplace The Maintenance Orders (Facilities for Enforcement) Act, R.S.A., 1955, c. 189.

impardonné. Cette constatation d'adultère et de pardon ne constitue une preuve que dans les procès intentés en vertu de cette partie de la loi.

Procédure

Demande

Toute épouse abandonnée peut s'adresser à un magistrat, qui émet une assignation contre le mari, s'il estime que cet homme peut entretenir la famille en tout ou en partie. Une tierce personne n'a pas le droit de faire une demande en faveur de l'épouse abandonnée.

Signification de l'assignation

La signification de l'assignation s'effectue de la manière prescrite par le magistrat.

Audience

L'audience peut avoir lieu privément. Une nouvelle audience peut se tenir à n'importe quel temps sur la demande du mari, après avis à l'épouse.

Témoins

A la rentrée d'une assignation pour non-paiement, le magistrat peut examiner sous serment le demandeur et tout témoin important.

Matière de l'ordonnance d'entretien

Le magistrat a le droit d'obliger par ordonnance le mari à verser une somme hebdomadaire d'au plus \$30 pour l'entretien de l'épouse, ou de l'épouse et des enfants. Il fait entrer en ligne de compte les moyens du mari et de l'épouse, quand il fixe le montant. La somme se paie directement à l'épouse ou à une tierce personne nommée pour celle-ci dans l'ordonnance.

Frais

Les frais peuvent être imputés au mari. Les frais de l'appel restent à la discrétion du juge.

Revision et appel

Le magistrat peut modifier l'ordonnance de temps à autre, sur demande du mari ou de l'épouse, quand existent des preuves que les moyens de l'un ou de l'autre ont changé.

Les deux parties peuvent adresser leur appel à la cour du district où a été prise la décision originale. Il faut donner avis au magistrat qui a entendu la cause la première fois et à la partie adverse dans les vingt jours de la décision. Le magistrat expédie alors au tribunal approprié l'ordonnance, tous les documents connexes, et une transcription des preuves. Le juge du tribunal de district peut émettre toute ordonnance qu'il estime requise par les circonstances; et cette ordonnance devient exécutoire de la même manière que si le magistrat qui a le premier entendu la cause l'avait émise lui-même.

Dispositions exécutoires

Assignation

Si aucun paiement n'est effectué dans les 21 jours qui suivent l'émission de l'ordonnance, ou moins si l'ordonnance le spécifie, ou si les paiements sont en retard, l'épouse abandonnée, ou toute autre personne en son nom, peuvent obtenir d'un magistrat une assignation. Cette assignation oblige le mari de comparaître à une date et à un endroit déterminés afin de spécifier les raisons de ne pas appliquer l'ordonnance. Si le défendeur n'obéit pas à l'assignation, ou s'il ne prouve pas bien son incapacité de payer, le magistrat a le droit d'appliquer les termes de l'ordonnance émise en vertu de la partie XXIV du Code criminel.

Autres dispositions

Sauf toute disposition contraire de cette loi ou d'autres, les parties XXIII (remèdes extraordinaires) et XXIV (condamnations sommaires) du Code criminel s'appliquent aux procès intentés en vertu de cette partie de la loi.

MAINTENANCE ORDERS (FACILITIES FOR ENFORCEMENT) ACT

Le lieutenant-gouverneur en conseil, quand il estime que tout gouvernement du Canada ou d'en dehors a pris des dispositions réciproques pour appliquer les ordonnances émises par l'Alberta, peut le déclarer État contractant en ce qui concerne cette loi. Les ordonnances de cet État deviennent alors exécutoires en Alberta. Des ententes passées par décret entre l'Alberta et les États suivants font de ceux-ci des États contractants en vertu de leurs lois respectives:

Colombie-Britannique	Angleterre
Manitoba	Colonie de la Rhodésie du Sud
Nouveau-Brunswick	Ile de Man
Terre-Neuve	Ile de Malte
Nouvelle-Ecosse	Nouvelle-Galles du Sud
Ontario	Nouvelle-Zélande
Ile du Prince-Édouard	Irlande du Nord
Saskatchewan	État de Victoria
Territoires du Nord-Ouest	États de Jersey
Territoire du Yukon	

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Législation

Aux termes de Wives' and Children's Maintenance Act^{1/} l'épouse abandonnée ou indigente peut obtenir de son mari son entretien, et l'enfant abandonné ou indigent recevoir son soutien du parent ou de toute autre personne responsable de cette fonction. La première loi de Colombie-Britannique relative à l'entretien des épouses et enfants abandonnés remonte à 1901.

The Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act^{2/} autorise à prendre des dispositions réciproques avec les autres gouvernements pour l'application des ordonnances d'entretien.

WIVES' AND CHILDREN'S MAINTENANCE ACT

Définitions

Épouse abandonnée .

L'"épouse abandonnée" est celle qui vit séparée, parce que le mari se laisse aller à des voies de fait ou à des sévices contre elle et leurs enfants, parce qu'il refuse ou néglige de fournir à elle-même et à leurs enfants les choses nécessaires, ou parce que "l'ivrognerie fréquente du mari le rend incapable de se conduire ou de gérer ses propres affaires, inapte et impropre à la garde et au contrôle de ses enfants", ou parce qu'il est coupable d'adultère impardonné. L'épouse est encore abandonnée si le mari l'a quittée sans raison valable.

Épouse indigente

L'épouse est indigente quand elle n'obtient pas le soutien du mari, même si les deux vivent ensemble.

^{1/} Wives' and Children's Maintenance Act, R.S.B.C. 1948, c. 93, modifié par S.B.C. 1949, c. 17; 1950, c. 16; 1951, c. 21; 1954, c. 6; 1955, c. 17; 1956, c. 51; 1957, c. 67, 1958, bill n° 6.

^{2/} The Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act, S.B.C. 1958, c. 26, a annulé et remplacé The Maintenance Orders (Facilities for Enforcement) Act, R.S.B.C. 1948, c. 198, modifié par S.B.C. 1950, c. 46; 1953, c. 25.

SéVICES

Les "séVICES" comprennent toute conduite "provoquant une crainte raisonnable de mal corporel, ou de tort à la santé, même sans preuve de violence personnelle réelle, et rendant le foyer une place impossible pour l'épouse et l'enfant".

Admissibilité de l'enfant

Si le parent ou toute personne chargée d'un enfant néglige ou refuse de lui fournir un entretien convenable, ou l'abandonne, le plus proche ami de l'enfant ou toute autre personne chargée du soin ou de la garde peuvent adresser une demande à un juge de paix ou à un magistrat. Quand le tribunal considère l'épouse comme inadmissible à l'entretien, il peut émettre une ordonnance pour le soutien de l'enfant.

Inadmissibilité de l'épouse

Aucune ordonnance ne saurait s'émettre en faveur d'une épouse trouvée coupable d'un adultère non pardonné par le mari. L'ordonnance peut être annulée, sur preuve qu'un adultère impar-donné avait lieu après son émission. La constatation relative à l'adultère ne constitue pas une preuve ailleurs que dans les procédures de cette loi.

Effet de l'entente de séparation

L'entente de séparation n'a aucune influence sur l'émission de l'ordonnance d'entretien, si le mari ne se conforme pas aux dispositions de paiement.

Demande de divorce ou de séparation judiciaire

Des poursuites peuvent s'intenter sous le régime de cette loi, même s'il y a demande de séparation judiciaire ou de divorce. à moins que la Cour suprême n'ait émis ou refusé une ordonnance de pension alimentaire ou d'entretien de n'importe quelle sorte, ou n'ait rendu une ordonnance empêchant le magistrat de prendre une décision.

Procédures judiciaires

Plainte

L'épouse adresse sa plainte par écrit au magistrat^{1/} ou au juge de paix. L'enfant peut, par l'entremise de son plus proche

^{1/} Magistrat signifie tout magistrat stipendiaire, magistrat de police ou deux juges de paix. Si le mari réside dans la province, "magistrat" englobe aussi juge ou juge adjoint de tribunal familial.

ami ou de la personne chargée du soin ou de la garde, déposer une plainte par écrit devant un juge de paix ou un magistrat. La municipalité, par tout constable ou agent de la paix, si l'épouse demeure dans une municipalité, ou, dans tout autre cas, le procureur général, peuvent porter plainte en faveur de l'épouse abandonnée ou indigente; la procédure subséquente reste la même que si l'épouse avait porté plainte elle-même.

Signification de l'assignation

Sur réception de la plainte, le magistrat ou juge a le droit d'émettre une assignation ou un mandat obligeant le défendeur à comparaître à une date déterminée et à spécifier pourquoi il n'entretient pas l'épouse ou l'enfant. Si l'assignation ne peut se signifier promptement de personne à personne, le juge de paix ou magistrat a le droit d'ordonner la signification par lettre, annonce publique ou autrement.

Mandat d'arrestation

Le magistrat ou juge peut émettre un mandat pour l'arrestation du mari, s'il semble que ce mari fuit la signification de l'assignation, ou ne comparaît pas après une assignation.

Audience

L'audience peut avoir lieu privément. Sur preuve de signification régulière ou autre de l'assignation, le magistrat ou juge peut procéder à l'audience, même si le défendeur n'est pas présent.

Témoins

Le magistrat ou juge peut examiner sous serment l'épouse, le mari et tous autres témoins. Le mari et l'épouse sont "compétents et contraignables à témoigner l'un pour l'autre ou l'un contre l'autre, et à divulguer toute communication faite par l'un à l'autre durant le mariage".

Matière de l'ordonnance d'entretien

Le magistrat ou juge saisi du cas peut ordonner au mari de verser à l'épouse pour son entretien et celui de leurs enfants la somme qu'il considère raisonnable dans les circonstances. Le montant hebdomadaire se limite cependant à \$75. Si l'épouse possède assez de biens pour son bon entretien et celui des enfants, elle ne saurait demander l'entretien pour elle-même sous le régime de cette loi; mais une ordonnance peut être émise contre le mari pour pas plus de la moitié de l'entretien requis pour les enfants.

L'ordonnance fixe aussi le montant que le mari doit en frais, y compris les frais requis pour l'assignation, l'audience, l'ordonnance et les témoins, et spécifie la date où se paieront le premier versement hebdomadaire et les frais.

Bénéficiaire

On peut obliger le mari à remettre l'argent au magistrat ou au greffier, qui le transmettent à l'épouse. Quand l'épouse n'a droit à aucun paiement à cause d'adultère, les versements destinés à l'entretien des enfants peuvent se faire à toute personne ayant le soin ou la garde, ou à toute municipalité participant au soutien des enfants. Les paiements provenant de saisie-arrêt vont au magistrat, à l'épouse ou à l'avocat de celle-ci.

Coût

Les dépenses subies pour la signification de l'assignation ou l'application des dispositions de la loi retombent sur le plaignant, s'il peut les payer, autrement elles se paient à même un crédit voté par la législature à cet effet, si le plaignant réside dans un territoire non organisé, ou par la municipalité où il demeure. Les frais d'assignation, d'audience, d'ordonnance et les honoraires des témoins sont imputés au mari au moment de l'émission de l'ordonnance. Les frais de saisie-arrêt se conforment à l'échelle suivie au tribunal de comté dans les cas semblables.

Revision et appel

Sur demande du mari ou de l'épouse, ou de toute personne autorisée à porter plainte en faveur de l'épouse, tout magistrat peut modifier ou annuler l'ordonnance. Il faut la preuve que les moyens ou circonstances du mari ou de l'épouse, ou les besoins des enfants, ont changé.

Les appels se conforment à Summary Conviction Act. ^{1/} Lorsque le mari va en appel, les termes de l'ordonnance s'appliquent en attendant la décision du tribunal d'appel. Quand l'épouse va en appel, pas besoin de cautionnement ni de garantie pour frais.

Dispositions exécutoires

Cautionnement ou dépôt

Le juge ou magistrat qui émet l'ordonnance peut forcer le défendeur à fournir un cautionnement d'au plus \$500, avec ou sans garantie, ou bien à effectuer un dépôt d'au plus \$250 pour garantir l'exécution de l'ordonnance. Le défendeur peut être incarcéré dans la prison commune pour une période d'au plus trois mois, s'il ne fournit pas le cautionnement ou le dépôt requis.

^{1/} R.S.B.C. 1948, c. 317, modifié par S.B.C. 1949, c. 58; 1953 (2^e sess.), c. 30; 1955, c. 71.

Mandat d'exécution

A la demande de l'épouse ou de toute personne autorisée à porter plainte pour elle, le magistrat auteur de l'ordonnance ou tout autre magistrat, décerne un mandat d'exécution pour le recouvrement de toute somme due, ainsi que pour les frais d'exécution. La procédure de l'exécution se conforme à Small Debts Courts Act. ^{1/}

Privilège contre la propriété

Une copie certifiée par le magistrat émetteur de l'ordonnance peut être déposée dans tout bureau d'enregistrement foncier de la province pour inscription comme privilège ou charge sur tout terrain possédé par le mari dans ces districts particuliers, de la même manière que pour un jugement de l'Execution Act. ^{2/}

Condamnation sommaire

Quand, après assignation, le mari ne comparaît pas, s'il a vendu des propriétés après l'émission de l'ordonnance, ou s'il ne réussit pas à convaincre le juge qu'il est incapable de payer le montant fixé et les arrérages, on peut imposer le paiement d'après le Summary Conviction Act et recourir à l'emprisonnement.

Saisie-arrêt des créances

Sur demande de l'épouse ou de toute personne autorisée à porter plainte pour elle, avec déclaration assermentée que l'ordonnance n'est pas suivie, tout magistrat peut émettre dans son district une saisie-arrêt contre les personnes qui ont des dettes envers le mari. La personne visée par la saisie-arrêt doit verser le montant de sa dette, ou le montant limité par le document, à l'épouse, à l'avocat de celle-ci, ou au magistrat. En cas de dispute sur la dette, on peut transférer le cas au tribunal du comté où le mari réside, ou bien où la dispute a commencé en tout ou en partie.

Visite au magistrat

En cas de non-paiement ou d'arrérages, le magistrat peut enjoindre au mari de comparaître et de déclarer pourquoi il ne se conforme pas à l'ordonnance.

Visite à un agent désigné

Le magistrat peut ordonner au défendeur de se présenter régulièrement devant un agent de libération conditionnelle et d'y prouver qu'il remplit les termes de l'ordonnance. Si

^{1/} R.S.B.C. 1948, c. 79, modifié par 1949, c. 15; 1953, c. 13; 1954, c. 4.

^{2/} R.B.S.C. 1948, c. 114.

toutefois le bénéficiaire de l'ordonnance est à la charge du public ou susceptible de le devenir, ou s'il y a défaut de paiement, le magistrat doit enjoindre au défendeur de se présenter devant un fonctionnaire désigné. Ne pas se présenter devant cet agent de la manière imposée peut entraîner une amende d'au plus \$200 ou un emprisonnement ne dépassant pas trois mois.

Prescription

Les plaintes et les procédures, sauf l'appel, peuvent avoir lieu n'importe quand, en dépit de toute disposition contenue dans le Summary Convictions Act.

RECIPROCAL ENFORCEMENT OF MAINTENANCE ORDERS ACT

Le lieutenant-gouverneur en conseil, quand il estime que tout gouvernement du Canada ou d'en dehors a pris des dispositions réciproques pour appliquer les ordonnances émises par la Colombie-Britannique, peut le déclarer État contractant en ce qui concerne cette loi. Les ordonnances de ce gouvernement deviennent alors exécutoires en Colombie-Britannique. Des ententes passées par décret intervenues entre la Colombie-Britannique et les États suivants font de ceux-ci des États contractants en vertu de leurs lois respectives:

Alberta	Angleterre et Irlande du Nord
Manitoba	Territoire de la capitale d'Australie
Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Zélande
Terre-Neuve	Nouvelle-Galles du Sud (Australie)
Nouvelle-Écosse	Île de Man
Ontario	Territoire de l'Australie
Île du Prince-Édouard	septentrionale
Saskatchewan	Queensland (Australie)
Territoires du Nord-Ouest	État de Victoria
Territoire du Yukon	État de Tasmanie
	État d'Australie occidentale
	États de Jersey
	Colonie de la Rhodésie du Sud
	Bailliage de Guernesey

TERRITOIRE DU YUKON

Législation

Aux termes de The Deserted Wives Maintenance Ordinance, 1/
l'épouse abandonnée ou indigente peut obtenir du mari son entre-
tien et celui de leurs enfants. C'est la première loi que le
Yukon ait passée pour l'entretien des épouses et enfants abandonnés.

The Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Ordinance 2/
permet de prendre des dispositions réciproques avec d'autres gou-
vernements pour l'application des ordonnances d'entretien.

THE DESERTED WIVES MAINTENANCE ORDINANCE

Définitions

Epouse abandonnée

On définit épouse abandonnée celle qui vit séparée, parce
que le mari commet des voies de fait ou autres sévices envers
elle ou ses enfants, ou parce qu'il refuse à elle-même et aux
enfants les aliments, le vêtement et les autres choses nécessaires.

Epouse indigente

L'épouse indigente est celle qui est nécessiteuse parce que
le mari refuse ou néglige de fournir à elle-même et aux enfants
les aliments, le vêtement et les autres choses nécessaires, quand
il pourrait le faire.

Inadmissibilité de l'épouse

Le magistrat ne saurait émettre une ordonnance en faveur
de l'épouse trouvée coupable par lui d'adultère, à moins qu'il
soit prouvé que le mari a pardonné. Cette constatation d'adultère
n'a force de preuve que devant la présente loi.

L'inadmissibilité de l'épouse ne prive pas les enfants du
droit d'obtenir leur soutien du père; et l'épouse, ou une autre
personne en sa faveur, peuvent adresser une demande d'entretien
pour les enfants.

1/ The Deserted Wives Maintenance Ordinance, 1938, c. 7

2/ The Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Ordinance,
1955 (1ère session), c. 4.

Procédure judiciaire

Plainte

L'épouse peut adresser une plainte soit verbalement soit par écrit à un magistrat.^{1/}

Signification de l'assignation

Sur réception d'une plainte, le magistrat peut émettre une assignation ordonnant au mari de comparaître à une date déterminée et d'expliquer pourquoi il n'entretient pas l'épouse et les enfants. Si l'on ne peut pas signifier promptement l'assignation de personne à personne, le juge peut prescrire la signification par lettre, annonce publique, ou autrement.

Audience

Si le magistrat le désire, l'audience peut se tenir privéement. L'ordonnance peut être émise, que le défendeur comparaisse ou non, à condition qu'il y ait preuve de signification de l'assignation.

Témoins

Le mari et l'épouse sont "compétents et contraignables à témoigner l'un pour l'autre ou l'un contre l'autre, et à divulguer toute communication faite par l'un à l'autre durant leur mariage". En outre, le magistrat peut examiner, au besoin, d'autres témoins.

Matière de l'ordonnance

Le magistrat a le droit de fixer le montant que le mari doit payer à l'épouse pour son entretien et celui de leurs enfants à au plus \$200 par mois. Quand il détermine le montant, il fait entrer en ligne de compte les moyens du mari et ceux de l'épouse. Si l'épouse possède assez de biens personnels pour l'entretien convenable d'elle-même et des enfants, alors le magistrat ne saurait émettre d'ordonnance pour plus de la moitié du montant nécessaire à l'entretien des enfants.

L'ordonnance comprend le montant que le mari doit payer en frais, plus la date du premier paiement mensuel et celle du paiement des frais.

^{1/} Magistrat, quand le mari réside dans le territoire du Yukon, signifie magistrat de police, ou deux juges de paix, ou bien personne ou fonctionnaire ayant la compétence ou l'autorité de deux juges de paix.

Frais

Les frais subis pour l'assignation, l'audience, les honoraires des témoins, etc., peuvent être imputés au mari.

Dispositions exécutoires

Mandat d'exécution

A la demande de l'épouse ou de toute autre personne autorisée à porter plainte pour elle, le magistrat qui a émis l'ordonnance, ou tout autre magistrat, décerne un mandat d'exécution sur défaut de paiement de toute somme mensuelle et des frais imposés. Toute exécution s'applique au recouvrement de la somme accordée ainsi qu'aux frais et honoraires connexes.

Privilège

Une copie certifiée par le magistrat émetteur et déposée au bureau d'enregistrement foncier, ou au bureau du Commissaire de l'or, ou au bureau de tout archiviste minier, forme un privilège et une charge sur tous les terrains et les concessions minières du mari dans le district où l'ordonnance se trouve inscrite.

L'ordonnance ainsi inscrite devient un jugement dans le sens de Judicature Ordinancel/; et l'épouse ou la personne autorisée à porter plainte pour elle, peut recouvrer le montant dû et les frais, comme si l'ordonnance était un jugement de la cour territoire.

Assignation devant le magistrat

Si le mari n'a pas effectué les paiements imposés, ou s'il est en retard, le magistrat peut lui ordonner par assignation de comparaître et d'expliquer pourquoi il n'obéit pas à l'ordonnance. Quand le mari ne tient pas compte de l'assignation, quand il vend des biens après l'émission de l'ordonnance, ou lorsqu'il ne réussit pas à convaincre le magistrat qu'il est incapable de payer le montant imposé, ce magistrat peut forcer le paiement sous le régime de la partie XXIV du Code criminel. L'emprisonnement devient possible.

Saisie-arrêt des créances

Si le mari n'obéit pas à l'ordonnance, le magistrat peut ordonner de saisir les créances, les obligations et les biens du mari. La somme saisie se limite cependant au montant dû par le mari plus des frais raisonnables.

1/ Judicature Ordinance, 1954 (3^e session), c. 36.

Saisie-arrêt de salaires

Les traitements ou salaires dus aux employés du gouvernement territorial peuvent être saisis. La signification des saisies, des avis et autres documents se fait au trésorier territorial.

Généralités

Les plaintes peuvent se porter et toute autre procédure, à part les appels, commencer en tout temps.

Revision et appel

Sur demande du mari, de l'épouse, ou de toute personne autorisée à porter plainte en faveur de l'épouse, et sur preuve que les moyens ou circonstances du mari ou de l'épouse ou les besoins des enfants ont changé, le magistrat peut reviser la cause et modifier ou annuler l'ordonnance.

L'appel peut être interjeté par l'une ou l'autre partie. Quand l'appel vient du mari, l'ordonnance reste en vigueur en attendant la décision du tribunal. Le mari doit alors payer les frais. Si l'appel vient de l'épouse, pas besoin de cautionnement ni de garantie pour les frais.

THE RECIPROCAL ENFORCEMENT OF MAINTENANCE ORDERS ORDINANCE

Le commissaire du Yukon, quand il estime que tout gouvernement du Canada ou d'en dehors prend des dispositions réciproques pour appliquer les ordonnances du Territoire, peut le déclarer Etat contractant en ce qui concerne cette loi. Les ordonnances de ce gouvernement deviennent alors exécutoires dans le Yukon.

Des ententes passées par décret entre le Yukon et les gouvernements suivants font de ceux-ci des États contractants en vertu de leurs lois respectives.

Alberta
Colombie-Britannique
Manitoba
Nouveau-Brunswick
Terre-Neuve
Nouvelle-Écosse
Ontario
Île du Prince-Édouard
Saskatchewan
Territoires du Nord-Ouest

Angleterre
Irlande du Nord
États de Jersey
Nouvelle-Zélande et Îles Cook
Île de Man
Rhodésie du Sud

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Législation

The Maintenance Ordinance^{1/} établit les responsabilités des parents au sujet de l'entretien en général. Ce décret oblige le père et la mère de tout enfant de moins de seize ans à fournir un entretien convenable à cet enfant, s'ils le peuvent, et impose d'abord au mari la responsabilité d'entretenir l'épouse, et à l'épouse celle d'entretenir le mari.

Le montant dû sur une ordonnance d'entretien faite sous le régime de ce décret peut se prélever sur les terres et biens meubles du défendeur.

Toute personne qui ne se conforme pas aux termes d'une ordonnance est passible, sur condamnation sommaire, d'une amende ne dépassant pas \$500 ou, pour non-paiement, d'un emprisonnement d'au plus trois mois.

The Maintenance Orders (Facilities for Enforcement, Ordinance^{2/} pourvoit à l'application réciproque des ordonnances d'entretien avec toute province du Canada, toute partie du Commonwealth britannique ou tout gouvernement étranger déclarés "États contractants" aux fins du décret.

Les territoires du Nord-Ouest et les gouvernements suivants ont passé des ententes par décret par lesquelles chacun devient État contractant en vertu de ses lois respectives:

Alberta
Colombie-Britannique
Manitoba
Nouveau-Brunswick
Terre-Neuve
Nouvelle-Ecosse
Ontario
Ile du Prince-Édouard
Saskatchewan
Territoire du Yukon

Angleterre et Irlande du Nord
Île de Man
États de Jersey
Nouvelle-Zélande
Rhodésie du Sud
Malte et annexes

1/ Maintenance Ordinance, R.O. 1956, c. 62

2/ The Maintenance Orders (Facilities for Enforcement) Ordinance
R.O. 1956, c. 63.

APPENDICE

FACTEURS EMPLOYÉS POUR ESTIMER L'ÉTENDUE DE L'ABANDON

FACTEURS EMPLOYÉS DANS L'ESTIMATION DE L'ÉTENDUE DE L'ABANDON

Les comités de bien-être et les agences sociales qui étudient les difficultés familiales provoquées par l'abandon et qui s'intéressent au nombre des familles abandonnées qui pourraient avoir besoin d'assistance publique cherchent le moyen d'évaluer le problème de l'abandon à l'échelon local et à l'échelon national.

Les statistiques des délits et les rapports sur le nombre des familles abandonnées recevant l'allocation maternelle ou le secours direct fournissent bien quelques données sur le non-entretien, mais on a beaucoup de difficultés à estimer de façon satisfaisante l'étendue de l'abandon au Canada, spécialement en ce qui concerne les facteurs sociaux en jeu.

Une difficulté réside dans la portée des statuts passés pour la protection des épouses et enfants abandonnés; ils embrassent plus de situations dans quelques provinces que dans d'autres. ^{1/} Ces variantes déterminent les genres de causes portées devant les tribunaux dans les provinces, influent sur la teneur d'un rapport statistique et sur les facteurs qui entrent en ligne de compte dans n'importe quelle statistique nationale.

Les dossiers ont une autre faiblesse inévitable. Certains cas d'abandon n'y apparaissent pas, parce qu'on ne les connaît pas officiellement; ils ne viennent pas à l'attention des tribunaux ou des agences sociales, ou n'y viennent qu'après une période considérable de temps. Certaine épouse, par exemple, préférant ne pas réclamer l'entretien, subvient à elle-même et à ses enfants ou se réfugie dans sa famille. En outre, le tribunal ou l'agence de bien-être ne tiennent parfois pas compte des causes réglées à l'amiable après consultation.

L'utilité des données disponibles dépend du but pour lequel les agences sociales les veulent.

Si c'est pour étudier l'influence de l'abandon sur le volume de l'assistance publique, alors l'inscription régulière des familles abandonnées, sur les rôles locaux et provinciaux d'assistance et sur les rôles des allocations maternelles fournirait en grande partie les données nécessaires.

S'il s'agit d'étudier la portée des statuts relatifs à l'abandon, on a besoin de données d'ensemble sur tous les cas d'entretien passant en cour sous le régime de la loi sur l'abandon et de renseignements sur les cas réglés par consultation. Les

^{1/} Voir texte, pages 5 à 7.

données auraient besoin d'être placées et analysées dans quelques grandes catégories descriptives des situations familiales caractéristiques. Une difficulté surgit quand on utilise ainsi les statistiques nationales disponibles à l'heure actuelle; en effet, les seuls chiffres nationaux de non-entretien sont les chiffres recueillis par les tribunaux et publiés parmi les statistiques des délits, et ces chiffres paraissent sous des en-têtes appropriés aux délits en général. De toute évidence, une étude des délits comme tels ne saurait fournir un système de classification qui révélerait le genre de situations familiales au sujet desquelles les agences de bien-être pourraient chercher des renseignements.

Sans ce genre de classement, le nombre total des cas de non-entretien, si on l'emploie pour indiquer l'incidence d'abandon, donnerait une fausse impression de la nature et de l'étendue du problème au Canada. Dans un cas, par exemple, l'épouse porte une accusation parce qu'elle est sans soutien et qu'elle ne connaît pas l'adresse du mari; dans un autre, l'épouse demande une ordonnance d'entretien parce qu'elle a quitté son mari pour cause de sévices ou pour une autre raison admise par la loi sur l'abandon. Des situations peuvent se situer entre ces deux extrêmes, ainsi lorsque l'ordonnance se fait avec le consentement des deux parties, qui n'ont demandé l'aide du tribunal que pour déterminer le montant convenable à payer dans les circonstances, ^{1/} ou lorsque l'épouse intente une poursuite parce qu'elle et ses enfants ne reçoivent pas assez d'entretien du mari.

Un autre point dont on doit tenir compte quand on estime le nombre de familles abandonnées, est la répétition des cas dans une année donnée et les cas des années précédentes revenant devant le tribunal parce que l'ordonnance reste lettre morte. Il peut aussi exister un double emploi si les cas comportant une ordonnance provisoire d'entretien émise par le tribunal d'une province et confirmée par celui d'une autre, sont déclarés par les deux tribunaux. Parmi les nouveaux cas qui viennent au tribunal, il peut y en avoir qui, à propos de la rupture de la famille, datent de plusieurs années, puisque l'obligation d'entretenir l'épouse et la famille constitue un devoir continuuel du mari, et que l'accusation peut avoir lieu à n'importe quel intervalle après l'abandon initial.

^{1/} Les chiffres mentionnés dans un rapport d'une cour familiale, par exemple, indiquent, dans la disposition des nouvelles demandes de non-entretien d'une année, qu'un cinquième du nombre des ordonnances reposait sur le consentement des deux parties.

Ces diverses considérations montrent quelques-uns des obstacles rencontrés quand on tente l'estimation significative de l'étendue de l'abandon. Leur importance relative dans une étude statistique sur le problème familial de l'abandon pourrait être mesurée par des explorations fondées sur des matériaux que fourniraient aux comités d'études locaux les services municipaux et provinciaux de bien-être, les tribunaux familiaux et les agences privées.

DONNÉES PUBLIÉES

Statistiques nationales

Comme les renseignements ci-dessus l'indiquent, quelques données sur le non-entretien se rencontrent parmi les statistiques des tribunaux sur l'ensemble des délits. Ces statistiques sont compilées par le Bureau fédéral de la statistique et paraissent chaque année sous le titre de "Statistique des délits criminels et autres".

Les statistiques sur les actes criminels donnent, par délit, le nombre des accusés, le nombre des condamnés, la "sentence imposée" (sentence suspendue, amende, prison, etc.), et certaines caractéristiques comme l'âge, le sexe, le statut matrimonial, la résidence, l'occupation et l'instruction.

La catégorie du "refus de pourvoir", parmi les actes criminels de 1954, compte 162 accusés et 138 condamnés.^{1/} Le plus grand nombre des condamnés avait 25 à 39 ans et possédait une instruction élémentaire. Il y avait quatre femmes. La résidence se divisait presque également entre la ville et la campagne, et plusieurs groupes d'occupations se trouvaient représentés. Les sentences se divisaient presque également aussi entre la sentence suspendue et la prison pour une période inférieure à un an; quelques condamnés recevaient un emprisonnement supérieur à un an. Le nombre des condamnés pour refus de pourvoir représente moins de la moitié d'un p. 100 du nombre total des condamnés pour actes criminels.

Quelques cas n'ont pas dépassé le stade de l'inculpation, mais la plupart ont connu la condamnation sommaire.^{2/} Les statistiques relatives aux délits punissables sur condamnation

^{1/} Bureau fédéral de la statistique: Statistiques des délits criminels et autres, 1954 - La catégorie "refus de pourvoir" n'apparaît pas pour 1955. Les chiffres comparables pour 1950 sont 325 accusés et 221 condamnés.

^{2/} Cela comprend les délits contre les statuts provinciaux, et quelques délits contre le Code criminel.

sommaire indiquent, par délit, le nombre des condamnés et les sentences reçues, qui se répartissent sous les en-têtes "option d'amende", "emprisonnement sans option", "suspens ou autre disposition", et "libération conditionnelle".

Dans les rapports d'avant 1954, cette catégorie "refus de pourvoir" se combinait avec "négligence à l'endroit des enfants" pour former la catégorie "refus de pourvoir et négligence des enfants".^{1/} Ainsi, parmi les 5,764 condamnations de cette année-là, une proportion inconnue représente la négligence à l'endroit des enfants. En tout, ces condamnations ne constituent que 0.3 p. 100 de toutes les condamnations pour délits punissables sur condamnation sommaire.

Données provinciales

Deux services provinciaux publient quelques renseignements sur l'abandon. Le ministère du Bien-être social et de la Réadaptation de Saskatchewan a déclaré qu'il a inscrit 52 ordonnances d'entretien en 1955-1956, sous le régime de Deserted Wives' and Children's Maintenance Act. Le ministère du Bien-être public de Terre-Neuve a déclaré, pour la même année, que 37 adultes ont comparu devant le tribunal familial pour raison de "refus de pourvoir" et deux pour "n'avoir pas fourni les choses nécessaires". Le rapport de Terre-Neuve renferme d'autres renseignements, notamment le nombre des réconciliations survenues entre le mari et l'épouse soit après soit sans audience du tribunal, ainsi que le nombre des "incidents" (y compris "abandon du foyer et de la famille" et "entretien nul ou insuffisant"), qui se définissent causes concernant des personnes qui comparaissaient pour demander avis et dont les plaintes se sont réglées à l'amiable. Il s'y trouve aussi quelques données sur les ordonnances d'entretien, mais ces données ne disent pas si les chiffres se limitent aux épouses et enfants abandonnés ou s'ils comprennent d'autres catégories de refus de pourvoir.

^{1/} Cette catégorie n'entre pas dans le rapport de 1955. La formule sur laquelle les tribunaux font leur rapport au B.F.S. a été révisée de manière à inclure la catégorie "entretien des épouses et des enfants", laquelle apparaît séparément dans le rapport de 1956.

Mère abandonnées recevant l'allocation maternelle^{1/}

Quand on examine les statistiques des allocations maternelles comme source de données sur le nombre des familles canadiennes abandonnées, on ne doit pas oublier que seules les mères avec enfants à charge y entrent et que les statuts provinciaux présentent des différences considérables dans leurs conditions d'admissibilité. Les divergences des conditions relatives à la résidence, à la citoyenneté et aux moyens, par exemple, permettent d'inclure un plus grand nombre de mères nécessiteuses dans certaines provinces que dans d'autres. Les mères abandonnées doivent généralement attendre durant une période déterminée, après l'abandon, d'ordinaire un ou deux ans, mais en certaines provinces plus longtemps, et en une, six mois. Une province ne spécifie aucune limite de temps.

Les chiffres déclarés par toute province d'une année à l'autre peuvent subir l'influence de modifications à la législation relative aux allocations maternelles; au cours des dernières années, par exemple, plusieurs provinces ont effectué des révisions sur la portée de la protection; augmentation des biens permis, réduction de la période de résidence, extension de l'âge d'admissibilité des enfants et, pour les mères abandonnées, réduction de la période d'attente après l'abandon.

Les rapports annuels provinciaux et les chiffres fournis par les services de bien-être indiquent qu'en mars 1955,^{2/} environ

^{1/} Toutes les provinces étendent les dispositions de leurs allocations maternelles ou de leur législation équivalente aux mères abandonnées qui sont admissibles par ailleurs. A Terre-Neuve, depuis le 1^{er} avril 1955, l'aide se donne aux mères nécessiteuses avec enfants à charge, y compris les mères abandonnées, sous le régime du Social Assistance Act, 1954; les cas d'allocations maternelles, auparavant soumis au Mothers' Allowances Act, 1949, sont peu à peu passés à ce programme. Les statistiques sur les mères nécessiteuses continuent à se publier. La Nouvelle-Écosse, dans le Social Assistance Act, exécutoire le 1^{er} juin 1956, accordait l'assistance à certaines catégories de mères avec enfants à charge, notamment aux mères abandonnées, que le Mothers' Allowances Act de cette province n'englobait pas.

^{2/} Ou le mois le plus rapproché pour lequel existaient des chiffres pour toutes les provinces.

2,700 familles abandonnées, avec 6,400 enfants, recevaient les allocations maternelles. 1/ Ces familles représentaient à peu près 8 p. 100 du total des cas d'allocation maternelle. La proportion de cas, dans les provinces, va d'approximativement 4 p. 100 à Terre-Neuve et au Manitoba jusqu'à quelque 12 p. 100 au Nouveau-Brunswick, et jusqu'à 17 p. 100 dans l'Île du Prince-Édouard. Les autres provinces accusent à peu près les proportions suivantes: Colombie-Britannique, 8 p. 100; Alberta, 6 p. 100; Saskatchewan, 10 p. 100; Ontario, 10 p. 100; Québec, 7 p. 100.

Ces chiffres révèlent pour le nombre total de cas une proportion plus élevée d'abandon que celle qui apparaissait dans le rapport de mars 1947 pour les cinq provinces dont les rapports annuels de cette année-là produisaient les données. 2/ La proportion par rapport au nombre total de cas s'établissait à moins de 5 p. 100 pour le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, 3/ le Québec,

1/ Neuf provinces seulement. La nouvelle-Écosse n'accordait l'aide aux mères abandonnées, à ce titre, qu'au 1^{er} juin 1956; en août 1956, 89 familles abandonnées recevaient l'assistance offerte par le nouveau programme.

2/ Terre-Neuve et l'Île du Prince-Édouard n'avaient pas les allocations maternelles à ce moment-là.

3/ En 1950, la proportion de l'Ontario atteignait 12 p. 100. Le rapport annuel du ministère du Bien-être public pour 1953-1954 note que la situation, après la Deuxième guerre mondiale ressemblait à celle qui existait après la Première guerre mondiale; alors que la proportion de l'abandon était relativement élevée. Une diminution de plus d'un cinquième se produisait en 1953-1954, comparativement aux deux années précédentes, et le Ministère prévoyait que la tendance à la baisse continuerait. La portion des allocations aux mères abandonnées s'élevait pour l'année financière 1954-1955 à \$708,533, soit à 10.8 p. 100 du total des allocations. - Rapport annuel de 1954-1955.

la Saskatchewan et la Colombie-Britannique. Au point vue numérique aussi, les chiffres de 1955 étaient plus élevés dans toutes ces provinces, sauf une. 1/

Dans les cinq provinces 2/ qui ont des chiffres pour mars 1956, le changement de proportion des mères abandonnées par rapport au nombre total de cas, comparativement à 1955, est négligeable. Moins d'un demi d'un p. 100 dans quatre provinces; la baisse de 2.5 p. 100, dans la cinquième, ne représente que cinq ans.

Familles abandonnées recevant les secours directs

Si au chiffre des allocations maternelles pour un jour donné, on ajoutait une statistique presque complète des épouses ou familles abandonnées recevant l'aide de l'assistance sociale ou des secours directs, on pourrait établir une estimation du nombre total des familles obtenant l'aide publique pour cause principale d'abandon. 3/ Malheureusement les statistiques nécessaires ne sont pas disponibles en général. Deux provinces seulement publient des chiffres: Terre-Neuve et l'Ontario: et leurs données ne sont pas comparables.

1/ En Colombie-Britannique, où le nombre total de cas diminuait à cette période, il y avait aussi une baisse dans le nombre des familles abandonnées recevant de l'aide en vertu de ce programme; mais comme le recul avait lieu plus lentement que dans les autres catégories, une certaine augmentation sur 1947 apparaît dans la proportion relative. Les chiffres de Colombie-Britannique ne sont pas comparables à ceux des autres provinces, parce qu'il existe là une longue tendance à aider les mères par le programme d'assistance sociale au lieu des allocations maternelles, et qu'on ne possède pas le nombre des mères abandonnées ainsi assistées. A partir du 1^{er} septembre 1958, tous les cas d'allocations maternelles passent au programme d'assistance sociale.

2/ Non compris la Colombie-Britannique, pour les raisons mentionnées plus haut, ni Terre-Neuve, où n'existent que des chiffres partiels pour 1956.

3/ Y compris les chiffres de l'Alberta pour les épouses abandonnées de 60 à 65 ans recevant de l'assistance sous le régime de Widow's Pensions Act.

Terre-Neuve a signalé comme recevant l'assistance au 31 mars 1955 47 épouses abandonnées, incapables et sans enfants à charge, et 10 maris abandonnés et incapables. Avec les 139 familles abandonnées qui retirent l'allocation maternelle, cela fait 196 familles abandonnées et autres obtenant une assistance publique à cette date pour cause d'abandon.

L'Ontario a déclaré compter 1,181 cas d'abandon recevant des secours directs en mars 1955. Si l'on ajoute les cas d'allocations maternelles du 31 mars 1955, on obtient un total d'au moins 1,930 familles abandonnées retirant l'assistance publique durant ce mois.

Les 1,181 cas d'abandon comprennent presque 11 p. 100 des 11,023 cas totaux de secours. Les cas d'abandon révélés par le programme de secours représentent environ 35 p. 100 des 3,368 qui reçoivent de l'aide pour des raisons autres que les raisons de santé. ^{1/} Comparer aux presque 7 p. 100 du nombre total de cas, en mars 1950, et aux 34 p. 100 des cas recevant de l'aide en ce mois-là pour d'autres raisons que pour des raisons majeures de santé. ^{2/}

L'Unité des épouses abandonnées^{3/} du service de bien-être public de Toronto déclarait 354 cas actifs le 1^{er} janvier 1956, soit 58 cas de plus qu'à la même date de 1955. On déclarait 1,310 cas pour l'année 1956, comparativement à 1,244 pour 1955. ^{4/}

^{1/} Rapport annuel de 1954-1955 du ministère du Bien-être public d'Ontario (nous avons tout converti en chiffres ronds).

^{2/} Ibid. 1950-1951.

^{3/} Cette Unité se fondait en 1941 pour s'occuper exclusivement des cas d'abandon. Sa fonction consiste à tout tenter pour amener la réconciliation du mari et de l'épouse. Si cela n'est pas possible, ou si le mari n'accorde pas volontairement une pension, l'Unité renvoie le cas au tribunal familial.

^{4/} Rapport bisannuel du service de bien-être public de la ville de Toronto, 1955-1956.

